

Plan Local d'Urbanisme



Quint-Fonsegrives

Modification 6

approuvée par délibération du 12/10/2023

1 - Documents relatifs à la procédure

- Arrêtés, délibérations, ...



toulouse
métropole

Toulouse Métropole
6, Rue René Leduc - B.P. 35 821
31505 Toulouse Cedex 5
t. 05 81 91 72 00 - f. 05 81 91 72 01
www.toulouse-metropole.fr



Urbanisme

ARRÊTÉ DE MISE EN OEUVRE DE LA SIXIÈME MODIFICATION DU PLAN LOCAL D'URBANISME (P.L.U.) DE TOULOUSE MÉTROPOLE, COMMUNE DE QUINT-FONSEGRIVES

Vu le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L103-2, L153-36, L153-37, L153-41, R104-33 à 37,

Vu le Plan Local d'Urbanisme (P.L.U.) de Toulouse Métropole, Commune de Quint-Fonsegrives, approuvé par délibération en date du 22 octobre 2007 et modifié par délibération du Conseil de la Métropole du 6 octobre 2016 pour la 5ème fois,

Monsieur le Président arrête

Article 1 :

En vertu du champ d'application défini à l'article L153-41 du code de l'urbanisme, une procédure de modification du Plan Local d'Urbanisme de Toulouse Métropole, Commune de Quint-Fonsegrives, est mise en œuvre, en vue d'encourager la production de logements , y compris des logements locatifs sociaux dans le secteur du Chemin de Ribaute. Elle a pour objectif :

- de faire évoluer le règlement et les limites de zones pour encourager l'accueil de programmes de logements ;
- d'instaurer des Emplacements Réservés pour Logements sociaux (ERL), outils prévus à l'article L. 151-41 du Code de l'Urbanisme en faveur de la mixité sociale.

Article 2 :

Le projet de modification du P.L.U. de Toulouse Métropole, Commune de Quint-Fonsegrives sera notifié à Monsieur le Préfet de la Haute-Garonne, aux personnes publiques associées telles que mentionnées aux articles L132-7 et L132-9 du code de l'urbanisme, au Maire de la Commune concernée et à l'autorité environnementale, avant l'ouverture de l'enquête publique. Si la procédure de modification devait être soumise à évaluation environnementale suite à l'avis de l'autorité environnementale, le projet fera l'objet d'une concertation associant les habitants, les associations locales et toute autre personne intéressée.

Article 3 :

Le projet de modification du P.L.U. de Toulouse Métropole, Commune de Quint-Fonsegrives et, le cas échéant, les avis émis par les personnes associées et l'autorité environnementale seront soumis à enquête publique selon des modalités fixées par un arrêté de Monsieur le Président de Toulouse Métropole.

Article 4 :

A l'issue de l'enquête publique, le projet de modification, éventuellement modifié pour tenir compte des avis qui ont été joints au dossier, des observations du public et du rapport et des conclusions du Commissaire Enquêteur, sera soumis à l'approbation du Conseil de la Métropole.

Article 5 :

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de Toulouse Métropole.

Article 6 :

Le présent arrêté sera affiché pendant une durée minimale d'un mois au siège de Toulouse Métropole et à la Mairie de la Commune de Quint-Fonsegrives,

Article 7 :

Une copie du présent arrêté sera adressée à :
Monsieur le Préfet de la Haute-Garonne,
Monsieur le Maire de Quint-Fonsegrives,

Fait à Toulouse, le 20 JUIN 2022

La Vice Présidente



Annette LAIGNEAU

Le Président de Toulouse Métropole

Atteste exécutoire le présent acte

- Reçu à la Préfecture le : 20 JUIN 2022

- Publié par affichage :

- au siège de Toulouse Métropole, le 20 JUIN 2022

- en mairie, le : 21 JUIN 2022

- Notifié dans la Presse :

Certifié exécutoire le :

La Vice Présidente 21 JUIN 2022



Annette LAIGNEAU



Mission régionale d'autorité environnementale
OCCITANIE

**Inspection générale de l'environnement
et du développement durable**

**Décision de soumission à évaluation environnementale,
après examen au cas par cas
en application de l'article R. 104-28 du code de l'urbanisme,
sur la modification n°6 du PLU de Quint-Fonsegrives (31)**

N°Saisine : 2022-010920

N°MRAe : 2022DKO243

La mission régionale d'Autorité environnementale de l'Inspection générale de l'environnement et du développement durable (MRAe), en tant qu'autorité administrative compétente en matière d'environnement en application de l'article R. 122-6 du code de l'environnement ;

Vu la directive 2001/42/CE du 27 juin 2001 du parlement européen relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement, notamment son annexe II ;

Vu le Code de l'urbanisme, notamment ses articles L. 104-1 à L. 104-8 et R. 104-1 à R. 104-32 ;

Vu le décret n°2022-1165 du 20 août 2022 portant création et organisation de l'inspection générale de l'environnement et du développement durable ;

Vu les arrêtés ministériels du 11 août 2020, 21 septembre 2020, 23 novembre 2021, 24 décembre 2021, 24 mars 2022 et 28 septembre 2022 portant nomination des membres des missions régionales d'autorité environnementale (MRAe) ;

Vu le règlement intérieur de la mission régionale d'autorité environnementale (MRAe) Occitanie adopté le 29 septembre 2022, et notamment son article 8 ;

Vu la décision de la mission régionale d'autorité environnementale (MRAe) Occitanie en date du 07 janvier 2022, portant délégation pour prendre les décisions faisant suite à une demande de cas par cas ;

Vu la demande d'examen au cas par cas relative au dossier suivant :

- **n°2022-010920 ;**
- **Modification n°6 du PLU de Quint-Fonsegrives (31) ;**
- **déposé par Toulouse Métropole ;**
- **reçu le 18 août 2022 ;**

Vu la consultation de l'agence régionale de santé en date du 23/08/2022 et la réponse en date du 22/09/2022 ;

Vu la consultation de la direction départementale des territoires du département de la Haute-Garonne en date du 23/08/2022 et la réponse en date du 24/08/2022 ;

Considérant la commune de Quint-Fonsegrives (31) d'une superficie de 700 hectares (ha), d'une population de 5896 habitants et une augmentation de 2,39 % par an pour la période 2013-2019 (source INSEE 2019), qui engage sa 6^{ème} modification du PLU et prévoit :

- le reclassement d'une partie d'une zone urbanisée (UBc), dans le PLU actuellement en vigueur, en zone UAc identifiée comme centralité communale ;
- l'instauration de trois Emplacements réservés (ERL), situés dans ce secteur nouvellement créé, ayant pour objectif la production de logements ;
- des modifications des règlements graphique et écrit qui en découlent ;

Considérant la localisation du secteur concerné :

- le long d'un axe routier très emprunté (RM16) et à proximité immédiate de la RM826 identifiées par arrêté préfectoral portant classement sonore des infrastructures terrestres de la Haute-Garonne et classées respectivement en catégorie 4 et catégorie 3 ;
- enserré sur ses 3 côtés par le site de « Lasbordes », situé sur la commune voisine de Balma (31), visée par une opération d'ensemble de type ZAC (Zone d'aménagement concerté) ;
- dans une commune incluse dans le périmètre du Plan de protection de l'atmosphère (PPA) de l'agglomération toulousaine, qui connaît depuis de nombreuses années une situation de dépassement de la valeur limite recommandée pour la santé humaine, tout particulièrement sur les concentrations en dioxyde d'azote (NO₂) aux abords des axes routiers, à propos duquel la Commission européenne a engagé un contentieux contre l'État français en demandant de diminuer les émissions de polluants ;

- dans une zone actuellement identifiée UBc dans le PLU actuellement applicable au motif que « l'objectif est de ne pas faciliter la densification de ce secteur, compte-tenu de son environnement (zone d'activité située à proximité, implantation en bordure d'un axe routier très emprunté) » ;

Considérant que le dossier ne comporte pas d'éléments d'analyse, éventuellement déclinés en mesures tendant à « éviter, réduire ou compenser », des nuisances sonores générées tant par les axes de circulation que par la future zone d'aménagement ;

Considérant que le dossier ne comporte pas d'éléments d'analyse, éventuellement déclinés en mesures tendant à « éviter, réduire ou compenser », sur l'exposition des futurs habitants aux polluants atmosphériques liés à la circulation routière ;

Considérant que l'absence dans le dossier de tout élément justifiant du caractère suffisant des mesures contenues dans le règlement écrit, prévoyant simplement un recul de 15 mètres par rapport à la RM16 ;

Considérant en conclusion qu'au regard de l'ensemble de ces éléments, le projet est susceptible d'entraîner des impacts notables sur l'environnement et notamment la santé humaine;

Décide

Article 1^{er}

Le projet de modification n°6 du PLU de Quint-Fonsegrives (31), objet de la demande n°2022-010920, est soumis à évaluation environnementale. Le contenu du rapport de présentation est défini par les articles R. 151-1 à R. 151-4 du code de l'urbanisme.

Les objectifs spécifiques poursuivis par la réalisation de l'évaluation environnementale sont explicités dans les considérants de la présente décision. Ces objectifs sont exprimés sans préjudice de l'obligation de respecter le contenu de l'évaluation environnementale, conformément aux dispositions du code de l'urbanisme.

Article 2

La présente décision sera publiée sur le site internet de la mission régionale d'autorité environnementale Occitanie (MRAe) : www.mrae.developpement-durable.gouv.fr.

Fait à Toulouse, le 18 octobre 2022

Pour la Mission Régionale d'Autorité environnementale,
par délégation

A handwritten signature in black ink, consisting of a stylized 'A' followed by a horizontal line and a vertical stroke.

Annie Viu
Présidente de la MRAe

Voies et délais de recours contre une décision imposant la réalisation d'une évaluation environnementale

Recours administratif préalable obligatoire (RAPO ou « recours gracieux »), sous peine d'irrecevabilité du recours contentieux : (Formé dans le délai de deux mois suivant la mise en ligne de la décision)

Courrier adressé à :

La présidente de la MRAe Occitanie

DREAL Occitanie

Direction énergie connaissance - Département Autorité environnementale

1 rue de la Cité administrative Bât G

CS 80 002 - 31 074 Toulouse Cedex 9

Recours contentieux : (Formé dans le délai deux mois à compter du rejet explicite ou tacite du recours administratif préalable obligatoire, le rejet tacite intervenant en l'absence de réponse de la MRAe dans un délai de deux mois après la réception de ce recours administratif) soit par :

Courrier : auprès Tribunal administratif compétent

ou par :

Télérecours accessible par le lien : <https://www.telerecours.fr>

Toulouse, le 11 6 DEC. 2022

Vos réf.: EA/MC/IN/SA

Nos réf. D : 22027932

Affaire suivie par : Isabelle NÉANT

T. : 05 31 22 90 87

isabelle.neant@toulouse-metropole.fr

Madame la Présidente de la MR Ae
Occitanie

DREAL Occitanie

Direction Énergie Connaissance –
Département Autorité Environnementale

1 rue de la Cité Administrative Bât G
CS 80 002 – 31 074 Toulouse Cedex 9

**Objet : Recours gracieux suite à la décision de soumission à évaluation
environnementale, après examen au cas par cas en application de l'article R.104-28
du Code de l'Urbanisme, sur la modification n°6 du PLU de Quint-Fonsegrives (31)**

Madame la Présidente de la Mission Régionale de l'Autorité environnementale (MR Ae),

J'ai bien reçu votre avis 2022DKO243 en date du 18 octobre 2022, soumettant à évaluation environnementale la procédure de la 6ème Modification du PLU de Toulouse Métropole, commune de Quint-Fonsegrives.

Par le présent courrier, je souhaite former un recours gracieux contre cet avis et vous apporter les éléments en réponse développés dans le document en pièce jointe. En effet, il s'agit de développements permettant de mieux justifier la prise en compte des risques et des nuisances au travers des dispositions réglementaires existantes d'une part et d'autre part d'apporter des compléments sur le contexte moindre d'exposition aux nuisances sur le secteur au regard d'études et de projets récents.

Je vous remercie de l'attention portée à ces éléments en espérant qu'ils seront suffisants pour justifier une dispense d'Évaluation Environnementale.

Je vous prie de croire, Madame la Présidente, en l'assurance de mes salutations distinguées.

La Directrice Générale à l'Aménagement

Elsa AMADIEU

PJ : Éléments de réponses pour le recours gracieux

Copie : M. Jean-Pierre GASC, Maire de Quint-Fonsegrives

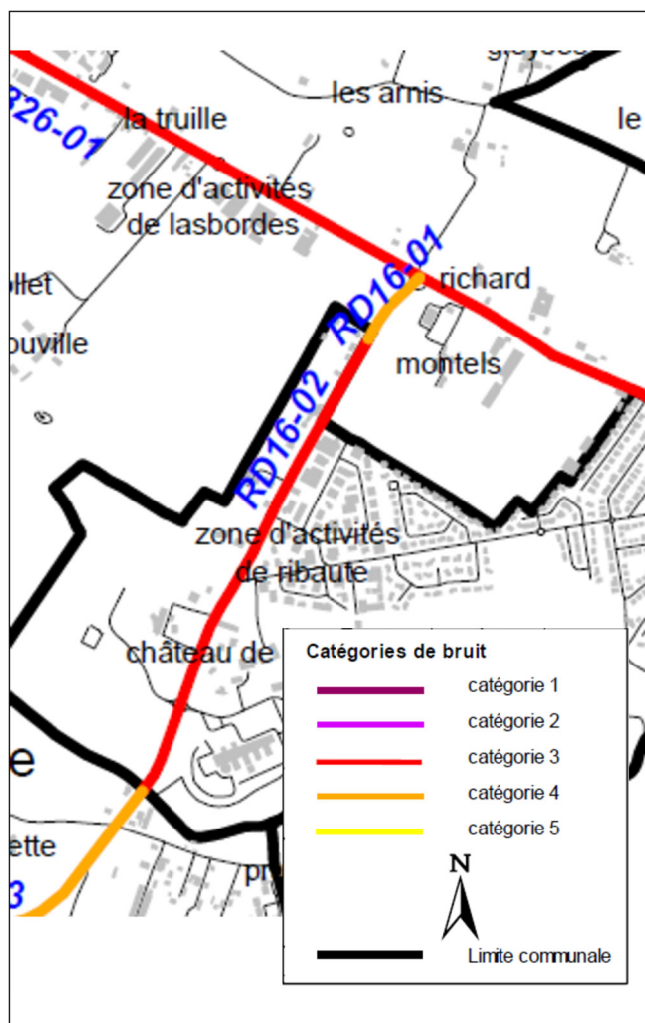
Recours gracieux à l'encontre de la décision de soumission à évaluation environnementale, après examen au cas par cas en application de l'article R.104-28 du Code de l'Urbanisme, sur la modification n°6 du PLU de Quint-Fonsegrives (31)

En réponse à la décision de soumission à évaluation environnementale de la MRAe, Toulouse Métropole souhaite apporter les éléments suivants à l'appui de son recours gracieux.

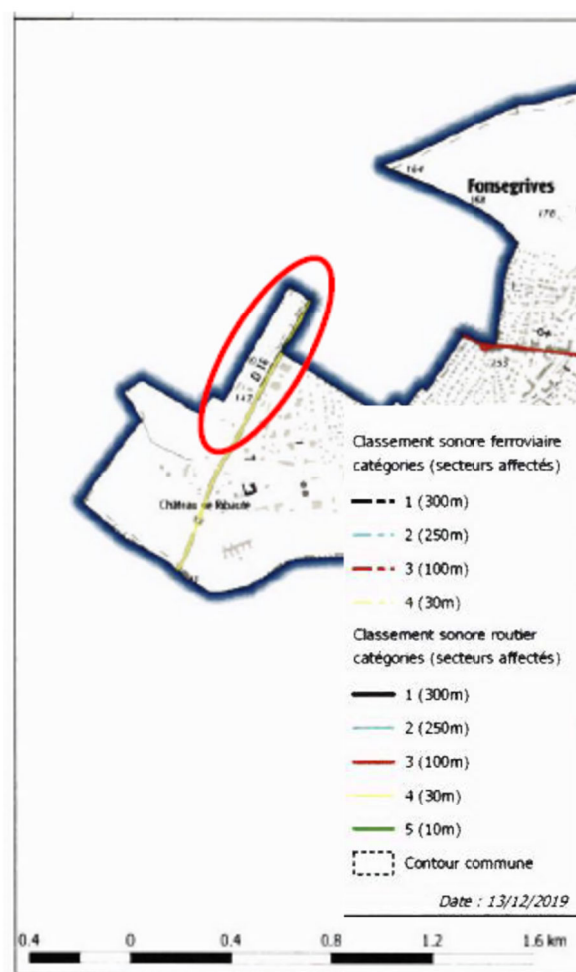
Considérant la localisation du secteur concerné, l'avis de la MRAe relève qu'il est situé :

- « le long d'un axe routier très emprunté (RM16) et à proximité immédiate de la RM826 identifiées par arrêté préfectoral portant classement sonore des infrastructures terrestres de la Haute-Garonne et classées respectivement en catégorie 4 et catégorie 3 » ;

Concernant la RM16, on peut noter que le classement sonore des infrastructures terrestres a évolué entre 2014 et 2020, rétrogradant la portion de cette voie située à Quint-Fonsegrives de catégorie 3 à catégorie 4 pour le même tronçon. Ainsi le secteur affecté par les prescriptions d'isolation acoustique des bâtiments le long de la voie a été réduit de 100m à 30m s'adaptant ainsi à une réduction des émissions de bruit.



Extrait de l'arrêté de classement sonore de la voirie 2014 – Planche 41



Extrait de l'arrêté de classement sonore de la voirie 2020 – Annexe p.26

Catégorie de l'infrastructure	Niveau sonore de référence L, en période diurne (en dB(A))	Niveau sonore de référence L, en période nocturne (en dB(A))	Largeur maximale des secteurs affectés par le bruit de part et d'autre de l'infrastructure
1	$L > 81$	$L > 76$	$d = 300 \text{ m}$
2	$76 < L \leq 81$	$71 < L \leq 76$	$d = 250 \text{ m}$
3	$70 < L \leq 76$	$65 < L \leq 71$	$d = 100 \text{ m}$
4	$65 < L \leq 70$	$60 < L \leq 65$	$d = 30 \text{ m}$
5	$60 < L \leq 65$	$55 < L \leq 60$	$d = 10 \text{ m}$

Tableau des niveaux sonores de référence / Arrêté préfectoral de classement sonore des infrastructures de transports terrestres de la Haute Garonne 2020

Cette amélioration de l'environnement sonore peut être liée à plusieurs facteurs, notamment le report modal avec la mise en place de transport en commun performant. En effet, une extension de la ligne L1 (Linéo) a été mise en place en mars 2019 pour desservir la clinique Croix du Sud et Toulouse Business School à Entioire.

Par ailleurs, le classement sonore de la RM826 qui impose des prescriptions d'isolation acoustique dans un secteur de 100m de part et d'autre de la voie n'impacte pas le territoire de Quint-Fonsegrives mais seulement celui de Balma en raison de l'éloignement de la commune depuis cet axe.

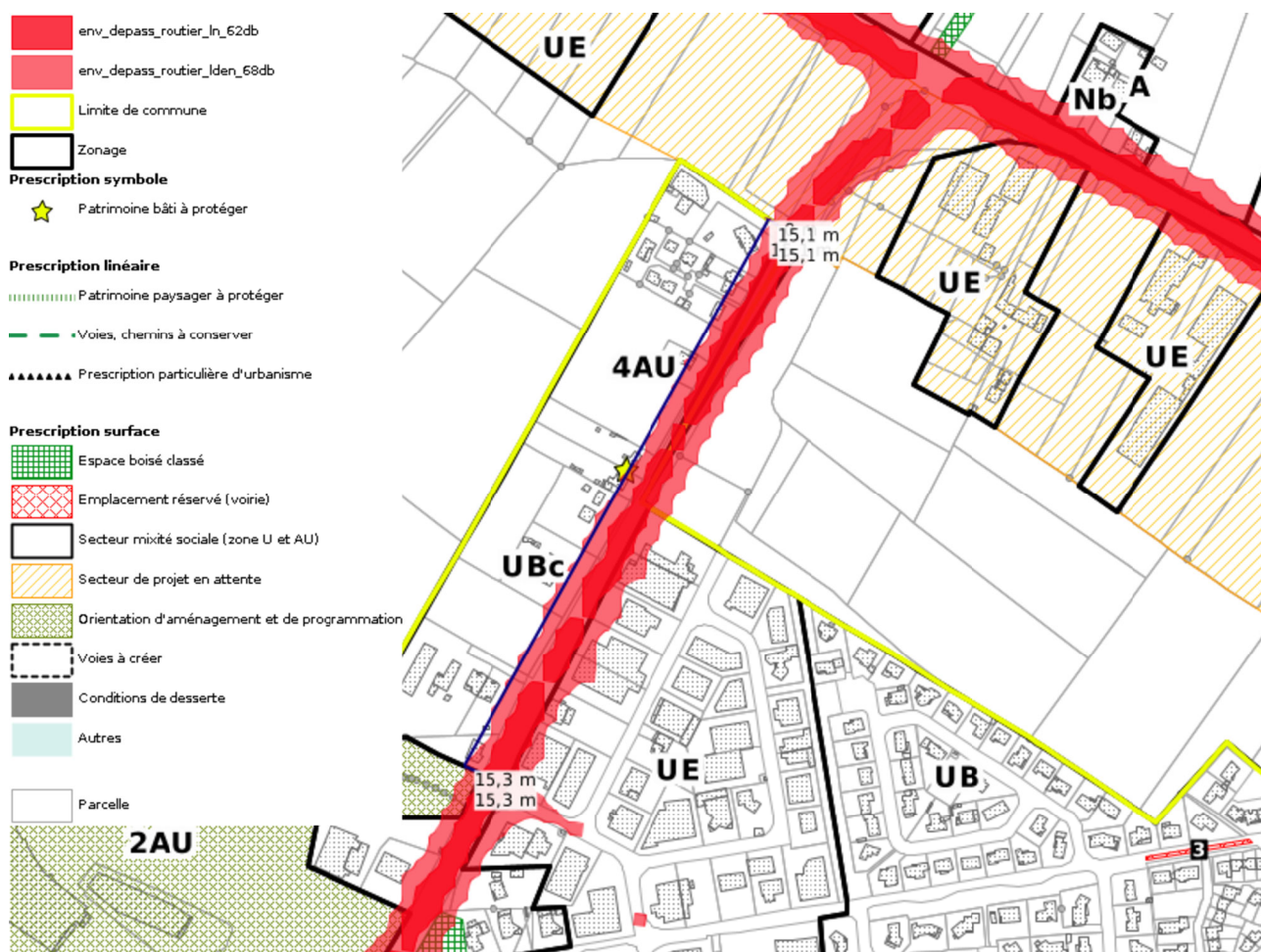


Secteurs affectés par le bruit de part et d'autre de l'infrastructure / Arrêté préfectoral de classement sonore des infrastructures de transports terrestres de la Haute Garonne 2020

En complément, la cartographie stratégique du bruit réalisée par Toulouse Métropole en 2016 montre que les dépassements de valeurs limites pour la santé sont limités dans un tampon de 15m depuis la limite de la voie pour le bruit en période diurne (Lden).



Extrait de la Carte Stratégique du Bruit de Toulouse Métropole, 2016



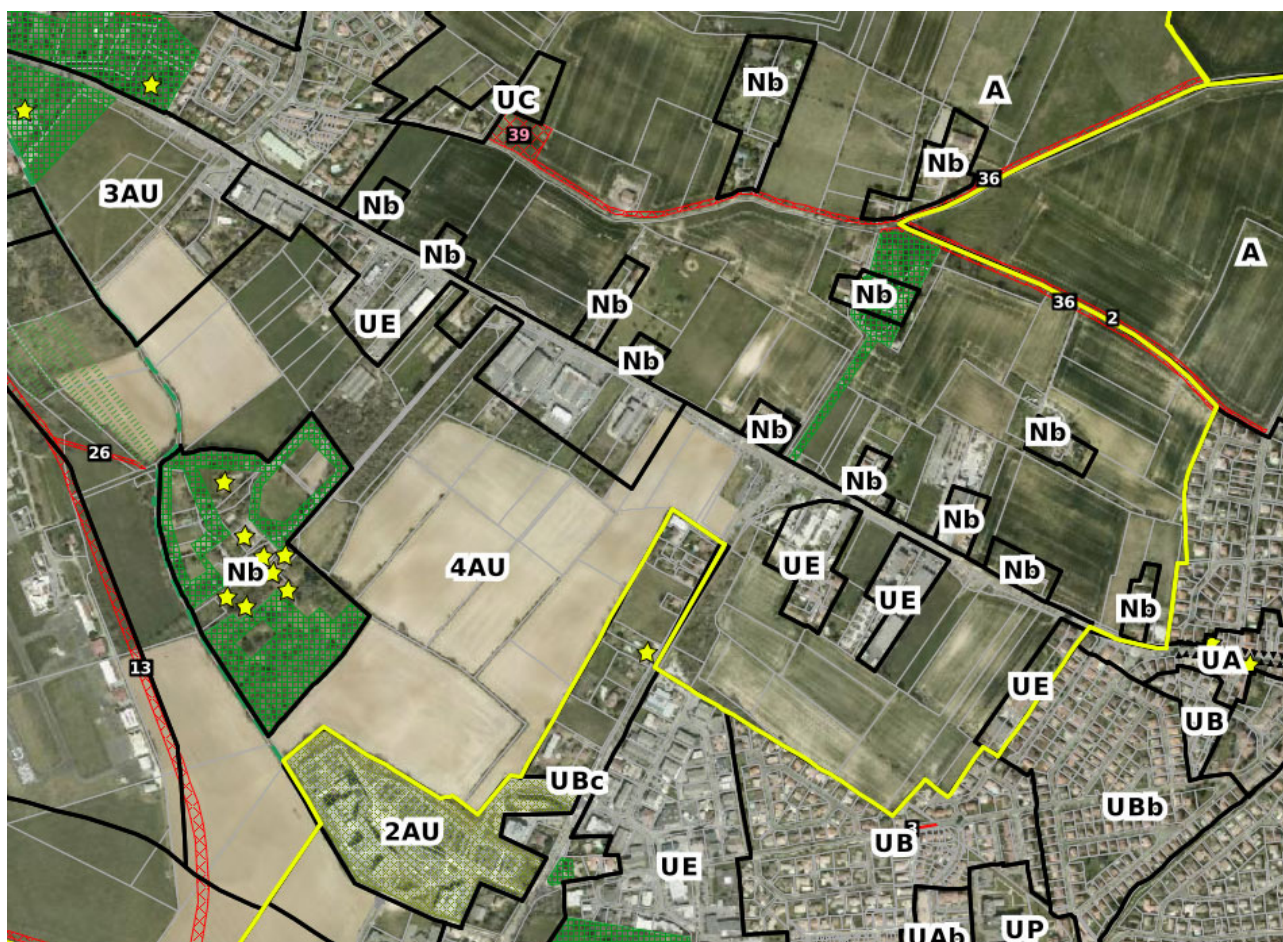
Carte représentant le Lden (sur 24h) supérieur à la valeur limite 68 dB(A) et le Ln (période nuit de 22h à 6h) supérieur à la valeur limite 62 dB(A) – Données Toulouse Métropole 2016

En conclusion, le Chemin de Ribaute présente les contraintes sonores d'un axe de circulation principal en milieu urbain au même titre que certaines avenues de Toulouse (hors cœur de ville).

- « enserré sur ses 3 côtés par le site de « Lasbordes », situé sur la commune voisine de Balma (31), visée par une opération d'ensemble de type ZAC (Zone d'aménagement concerté) » ;

Le site de « Lasbordes » à Balma ne constitue pas une ZAC (Zone d'aménagement concerté) mais une ancienne ZAD (Zone d'aménagement différée). Il s'agit d'une réserve foncière créée par arrêté préfectoral du 05 Août 2004 sur une superficie de 106,2 ha. Elle est arrivée à échéance le 06 Août 2016 sans avoir aboutie à la mise en place d'orientations ni d'outils pour son urbanisation.

Les terrains sont actuellement à usage agricole et classés en tant que zone d'urbanisation future fermée (4AU) dans le PLU de Balma. Aucun projet d'urbanisation de ces terrains n'est connu à ce jour. Leur devenir sera examiné dans le cadre de l'élaboration du PLUi-H au regard des impératifs d'accueil de population et d'activités économiques, de réduction de la consommation foncière, de préservation des ressources du territoire, ...

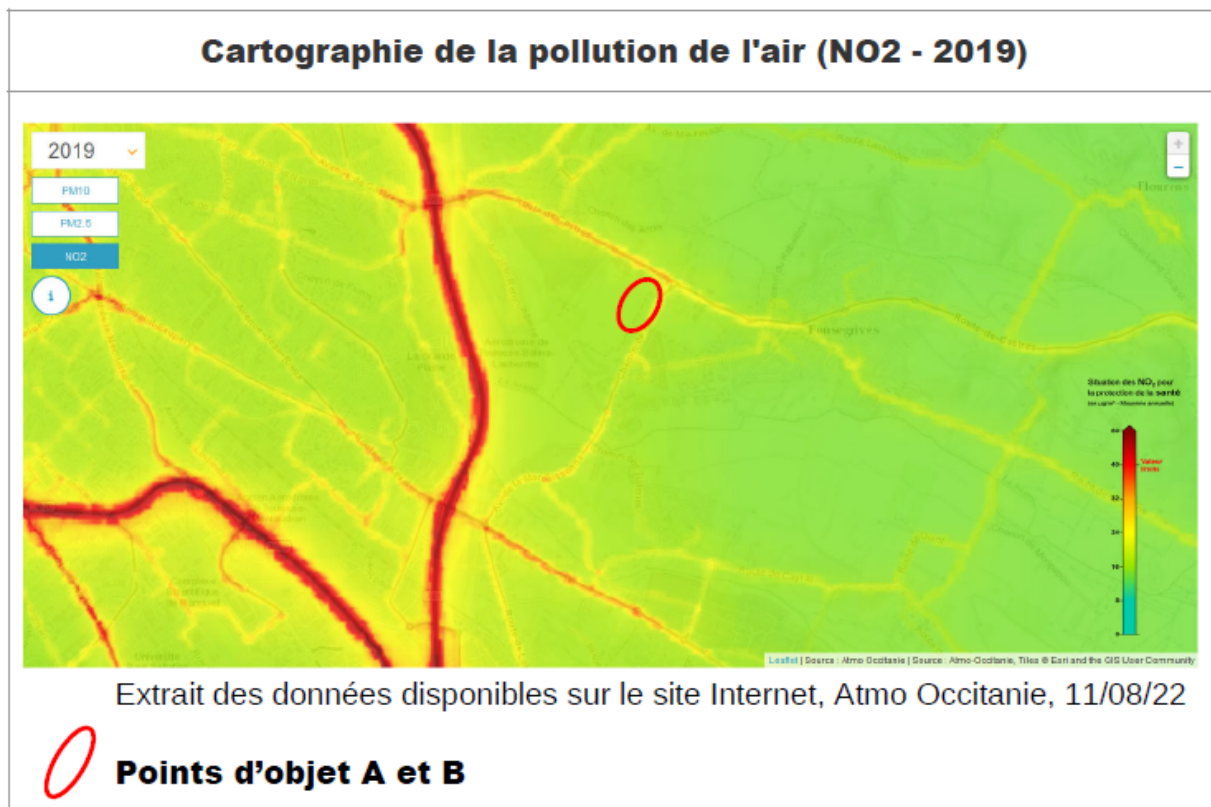


Extrait cartographique représentant les franges de la zone UBc
Orthophoto / PLU opposables – Données Toulouse Métropole

- « dans une commune incluse dans le périmètre du Plan de protection de l'atmosphère (PPA) de l'agglomération toulousaine, qui connaît depuis de nombreuses années une situation de dépassement de la valeur limite recommandée pour la santé humaine, tout particulièrement sur les concentrations en dioxyde d'azote (NO₂) aux abords des axes routiers, à propos duquel la Commission européenne a engagé un contentieux contre l'État

français en demandant de diminuer les émissions de polluants » ;

La commune de Quint-Fonsegrives appartient effectivement au périmètre du Plan de Protection de l'Atmosphère (PPA) de l'agglomération toulousaine en cours de révision. Pour autant, l'observation des données sectorisées d'ATMO Occitanie montre que la RM16 n'a jamais connu de dépassement des concentrations en NO₂ depuis 2016 ([ATMO Occitanie \(atmo-occitanie.org\)](https://atmo-occitanie.org)). Les parcelles le long de la RM16 ne se trouvent pas dans une situation critique au regard de l'exposition à la pollution de l'air.



Extrait issu de la notice des incidences sur l'environnement, MOD6 du PLU de Quint-Fonsegrives, août 2022

- « dans une zone actuellement identifiée UBc dans le PLU actuellement applicable au motif que « l'objectif est de ne pas faciliter la densification de ce secteur, compte-tenu de son environnement (zone d'activité située à proximité, implantation en bordure d'un axe routier très emprunté) » »;

Ces éléments issus du PLU initial de 2007 et de la 4ème modification du PLU de Quint-Fonsegrives approuvée en 2015 peuvent aujourd'hui être réinterrogés. En effet, on peut légitimement envisager de faire évoluer les orientations applicables dans ce secteur sans remise en question du PADD au vu des éléments de contexte présentés dans la notice et rappelés ici :

- ✓ l'évolution de l'environnement immédiat du Chemin de Ribaute.

Dans son orientation qui prévoit « un développement harmonieux et qualitatif », le PADD du PLU de 2007 souhaite permettre une évolution qualitative de l'habitat ancien de Quint-Fonsegrives. A ce titre, le secteur de Ribaute situé en entrée de ville, le long de la RD 16, et dans lequel le logement domine à cette date, est classé en zone urbaine UBc (anciennement en zone naturelle). L'objectif était ici de limiter les possibilités de densification de ce secteur, compte-tenu de son environnement (route fréquentée, zone d'activités).

Désormais, le secteur accueille un équipement médical structurant et il est desservi par un transport en commun performant. Le Linéo 1 ayant étiré son parcours du P+R Ribaute jusqu'à Entiore (Toulouse Business School) depuis mars 2019, il apparaît pertinent de densifier cette zone au regard de la cohérence urbanisme/transport. La requalification du Chemin de Ribaute est également programmée en 2023 pour l'aménagement de cheminements modes actifs, piétons et cycles. Ce nouvel environnement, plus urbain, ainsi que la proximité d'une centralité émergente autour du pôle d'Entiore permet aujourd'hui de réinterroger les orientations précédentes.

La circulation sur la RM16 reste importante, notamment aux heures de pointe mais il a été rappelé plus haut que l'impact des nuisances n'est pas critique en terme de bruit et de qualité de l'air. Cette exposition aux nuisances du trafic comme celles de la zone d'activité artisanale peuvent être atténuées par une prise en compte dans les formes urbaines et architecturales.

- ✓ la nécessité d'atteindre les objectifs de production de logements locatifs sociaux fixés par l'État à la commune par période triennale. En effet, le taux de logements locatifs sociaux de la Commune est de 11,58 % au 1er janvier 2021. Pour répondre aux obligations de la loi SRU complétées par la loi Duflo à horizon 2025, la commune est soumise à un objectif de production de logements locatifs sociaux fixé par l'État à réaliser sur chaque période triennale. Les objectifs de rattrapage de la période triennale 2020-2022 fixés par l'État sont de 102 logements locatifs sociaux pour la commune. A ce jour, la commune n'a pas atteint son objectif triennal et les conséquences de l'annulation du PLUi-H ne lui permettent ni d'autoriser les permis qui lui auraient permis de remplir les objectifs du triennal en cours ni d'anticiper la prochaine période triennale et d'accompagner la croissance des résidences principales.

Après la mise en place de deux outils en faveur de la mixité sociale dans la 1ère modification simplifiée du PLU (des secteurs à pourcentage de logements sociaux en zone urbaine et une majoration de la constructibilité pour la production de logements sociaux), le projet de 6ème modification du PLU poursuit le même objectif en faisant évoluer une partie de la zone UBc pour encourager l'accueil de programmes de logements, dont des logements sociaux en autorisant une certaine densité urbaine. Il instaure également 3 Emplacements Réservés aux Logements (ERL) pour favoriser la production de logements sociaux.

Localisées dans le même secteur, ces modifications visent donc à optimiser la constructibilité de fonciers disponibles et favorables à l'accueil de population au regard de la cohérence urbanisme/transport tout en prenant en compte leur exposition aux nuisances pour contribuer à la production de logements locatifs sociaux.

Dans un second temps, l'avis de la MRAe souligne que :

« Considérant que le dossier ne comporte pas d'éléments d'analyse, éventuellement déclinés en mesures tendant à « éviter, réduire ou compenser », des nuisances sonores générées tant par les axes de circulation que par la future zone d'aménagement » ;

La prise en compte des effets combinés des nuisances sonores générées par l'urbanisation de la zone et les axes de circulation n'est pas envisageable dans la mesure où le développement du secteur de Lasbordes n'est pas encore planifié (cf. supra : absence de ZAC).

Concernant l'impact et la prise en compte des nuisances sonores générées par la RM16, il convient de rappeler les éléments de localisation précédent : cet axe est soumis à des dépassements des valeurs acoustiques pour la santé mais cette exposition au bruit est caractéristique de celle des voies principales en milieu urbain. Elle est le corollaire de la bonne desserte du secteur. A cet égard, le classement sonore de la voirie impose des mesures d'isolation acoustique pour les constructions le long de cet axe, y compris pour les logements.

Afin de limiter l'impact des nuisances sur les futurs habitants, la commune sera attentive à la qualité urbaine des projets et à leur prise en compte des nuisances sonores au moment du dépôt des permis. L'analyse des éléments réglementaires prévus dans la procédure de 6ème modification du PLU est développée ci-dessous.

En terme de réduction de l'exposition, on peut souligner que le prolongement effectif du Linéo 1 et les aménagements piétons/cycles prévus le long de la RM16 (travaux 2023) entraîneront un report modal des déplacements vers des mobilités moins polluantes en terme de bruit et de qualité de l'air. Ces actions ont un effet sur la source de pollution en limitant le recours aux véhicules à moteurs. Une partie des nouveaux déplacements générés par les opérations de constructions attendues dans ce secteur sera également prise en charge par le transport en commun et les modes actifs. Ce niveau de desserte permet d'envisager favorablement l'accueil de population.

En outre, plusieurs projets d'infrastructures visent à accompagner le développement des territoires de l'est de la métropole en améliorant les conditions de déplacements routiers et modes doux. Ainsi, le projet de Jonction Est et de Liaison Multimodale Sud Est (LMSE) auront un impact sur la circulation de la RM16. Les études de trafic récemment produites dans le cadre du projet de Jonction Est mettent en évidence que cette nouvelle infrastructure permettra un rééquilibrage sans effet d'aspiration de flux véhicules privés supplémentaires. En outre, ces gains seront bénéfiques pour permettre de rendre un meilleur niveau de service aux Linéo et Réseau Express Vélo (REV).

Le nouveau zonage UAc de Quint-Fonsegrives est en limite du périmètre du Pacte urbain de la LMSE. Cette étude prospective réalisée pour accompagner l'ouverture à l'urbanisation de la zone de Malpère à Toulouse, vise à établir les perspectives d'évolution du territoire dans le temps (2030) en termes d'accueil d'habitants et d'emplois en lien avec les enjeux de mobilité. Élaborée en 2018, plusieurs données d'entrées ne sont plus d'actualités. Néanmoins, cette étude prend en compte le développement du Chemin de Ribaute et identifie les projets de mobilité à mettre en œuvre pour assurer la desserte du secteur, dont plusieurs ont été mis en œuvre : la mise en service du Linéo 7, le prolongement du Linéo 1, l'aménagement des cheminements piétons/cycles programmé notamment en 2023 le long du Chemin de Ribaute ou encore la poursuite des études sur la Jonction Est pour améliorer l'organisation des réseaux routiers.

« Considérant que le dossier ne comporte pas d'éléments d'analyse, éventuellement déclinés en mesures tendant à « éviter, réduire ou compenser », sur l'exposition des futurs habitants aux polluants atmosphériques liés à la circulation routière »;

L'analyse du contexte montre que les secteurs en bordure de la RM16 ne sont pas soumis à des des concentrations en NO2 dépassant les seuils réglementaires pour la santé. Par conséquent, le dossier sur les incidences environnementales n'a pas considéré cet enjeu comme prioritaire.

L'augmentation des droits à construire dans le secteur UAc n'aura pas pour conséquence d'exposer des nouvelles populations. De même, vu la taille de la zone, l'impact du développement urbain sur le trafic routier n'est pas de nature à entraîner des dépassements des concentrations de NO2 le long de la RM16.

Pour autant, on peut noter que le recul des constructions évoqué ci-dessous pour la protection contre les nuisances sonores permet aussi d'éloigner les futures populations de la pollution atmosphérique. Des formes urbaines propices à la dispersion des polluants ont également été recherchées dans l'écriture du règlement afin de réduire l'exposition. Enfin, il pourra être demandé aux porteurs de projet d'apporter une attention particulière à cette problématique au moment du dépôt du PC. Par ex : positionnement des prises d'air à l'opposé de la source de pollution, ...

« Considérant que l'absence dans le dossier de tout élément justifiant du caractère suffisant des mesures contenues dans le règlement écrit, prévoyant simplement un recul de 15 mètres par rapport à la RM16 » ;

Les dispositions réglementaires de la nouvelle zone UAc prévoient en effet une implantation des constructions en recul de 15m de la limite d'emprise de la RM 16. Au regard de l'emprise des dépassements des niveaux acoustiques et des concentrations en NO₂, ce recul apparaît suffisant pour éviter d'exposer directement de nouvelles populations aux nuisances.

En outre, le règlement prévoit deux bandes de constructibilité différenciées, notamment pour gérer la frontalité avec le Chemin de Ribaute. En effet, une première bande a été définie au-delà du recul de 15m pour accueillir des volumes de construction d'une emprise au sol de 35 % et de 4 niveaux avec attique en discontinuité d'une limite séparative à l'autre. Dans une seconde bande de constructibilité, les emprises au sol sont plus limitées pour dégager de l'espace au sol, notamment en pleine terre, et les hauteurs peuvent atteindre 7 niveaux dont 2 niveaux d'attique. Ainsi la constructibilité est privilégiée en second rideau par rapport à l'axe de la RM16.

L'épannelage a une influence sur l'exposition des populations et sur la dispersion des polluants. Il permet de faire circuler les polluants atmosphériques par une forme urbaine adaptée. Il joue aussi sur l'exposition au bruit en assurant la protection des bâtiments situés à l'arrière et en permettant de conjuguer pour ces derniers l'effet écran des premiers immeubles et l'éloignement de la source de bruit. Cet aménagement urbain doit s'accompagner de la mise en œuvre des dispositions d'isolement acoustique prévu par l'arrêté préfectoral de classement sonore de la voirie et d'une réflexion sur la distribution interne des bâtiments.

« Considérant en conclusion qu'au regard de l'ensemble de ces éléments, le projet est susceptible d'entraîner des impacts notables sur l'environnement et notamment la santé humaine » ;

La procédure de 6ème modification du PLU de la commune de Quint-Fonsegrives a pour objectif d'augmenter les droits à construire pour l'habitat dans un secteur proche de la RM16, entraînant à terme une augmentation de la population dans ce secteur. Comme exposé précédemment, les impacts sur l'environnement sont limités géographiquement et le règlement du PLU a pris la mesure de ce contexte en imposant un recul et des formes urbaines adaptées.



Mission régionale d'autorité environnementale
OCCITANIE

Inspection générale de l'environnement
et du développement durable

**Décision de dispense d'évaluation environnementale,
après examen au cas par cas
en application de l'article R. 104-28 du code de l'urbanisme,
sur la Modification n°6 du PLU de Quint-Fonsegrives (31)**

N°Saisine : 2022-010920
N°MRAe : 2022DKO3

La mission régionale d'Autorité environnementale de l'Inspection générale de l'environnement et du développement durable (MRAe), en tant qu'autorité administrative compétente en matière d'environnement en application de l'article R. 122-6 du code de l'environnement,

Vu la directive 2001/42/CE du 27 juin 2001 du parlement européen relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement, notamment son annexe II ;

Vu le code de l'urbanisme, notamment ses articles L. 104-1 à L. 104-8 et R. 104-1 à R. 104-32 ;

Vu le décret n°2022-1165 du 20 août 2022 portant création et organisation de l'inspection générale de l'environnement et du développement durable ;

Vu les arrêtés ministériels du 11 août 2020, 21 septembre 2020, 23 novembre 2021, 24 décembre 2021, 24 mars 2022 et 28 septembre 2022 portant nomination des membres des missions régionales d'autorité environnementale (MRAe) ;

Vu le règlement intérieur de la mission régionale d'autorité environnementale (MRAe) Occitanie adopté le 29 septembre 2022, et notamment son article 8 ;

Vu la décision de la mission régionale d'autorité environnementale (MRAe) Occitanie en date du 07 janvier 2022, portant délégation pour prendre les décisions faisant suite à une demande de cas par cas ;

Vu la demande d'examen au cas par cas relative au dossier suivant :

- **n° 2022-010920 ;**
- **Modification n°6 du PLU de Quint-Fonsegrives (31) ;**
- **déposée par Toulouse Métropole;**
- **reçue le 18 août 2022 ;**

Vu l'avis de l'agence régionale de santé en date du 10/01/2023 ;

Vu la consultation de la direction départementale des territoires du département en date du 27/12/2022 ;

Vu le recours administratif préalable obligatoire (RAPO) reçu le 16 décembre 2022, relatif à la décision du 18 octobre 2022 soumettant le projet de modification n°6 du PLU de la commune de Quint-Fonsegrives (31) à évaluation environnementale.

Considérant la commune de Quint-Fonsegrives (31) d'une superficie de 700 hectares (ha), d'une population de 5896 habitants et une augmentation de 2,39 % par an pour la période 2013-2019 (source INSEE 2019), qui engage sa 6^{ème} modification du PLU et prévoit :

- le reclassement d'une partie d'une zone urbanisée (UBc), dans le PLU actuellement en vigueur, en zone UAc identifiée comme centralité communale ;
- l'instauration de trois Emplacements réservés (ERL), situés dans ce secteur nouvellement créé, ayant pour objectif la production de logements ;
- des modifications des règlements graphique et écrit qui en découlent ;

Considérant la localisation du secteur concerné :

- le long d'un axe routier très emprunté (RM16) et à proximité immédiate de la RM826 identifiées par arrêté préfectoral portant classement sonore des infrastructures terrestres de la Haute-Garonne et classées respectivement en catégorie 4 et catégorie 3 ;
- enserré sur ses 3 côtés par le site de « Lasbordes », situé sur la commune voisine de Balma (31), visée par une opération d'ensemble de type ZAC (Zone d'aménagement concerté) ;
- dans une commune incluse dans le périmètre du Plan de protection de l'atmosphère (PPA) de l'agglomération toulousaine, qui connaît depuis de nombreuses années une situation de dépassement de la valeur limite recommandée pour la santé humaine, tout particulièrement sur les concentrations en dioxyde d'azote (NO₂) aux abords des axes

routiers, à propos duquel la Commission européenne a engagé un contentieux contre l'État français en demandant de diminuer les émissions de polluants ;

- dans une zone actuellement identifiée UBc dans le PLU actuellement applicable au motif que « l'objectif est de ne pas faciliter la densification de ce secteur, compte-tenu de son environnement (zone d'activité située à proximité, implantation en bordure d'un axe routier très emprunté) » ;

Considérant les éléments transmis le 18 août 2022, à savoir l'absence :

- d'éléments d'analyse, éventuellement déclinés en mesures tendant à « éviter, réduire ou compenser », des nuisances sonores générées tant par les axes de circulation que par la future zone d'aménagement ;
- d'éléments d'analyse, éventuellement déclinés en mesures tendant à « éviter, réduire ou compenser », sur l'exposition des futurs habitants aux polluants atmosphériques liés à la circulation routière ;
- de tout élément justifiant du caractère suffisant des mesures contenues dans le règlement écrit, prévoyant simplement un recul de 15 mètres par rapport à la RM16 ;

Considérant les éléments du RAPO transmis en date du 16 décembre 2022, à savoir :

- que le classement sonore des infrastructures terrestres a évolué entre 2014 et 2020, rétrogradant la portion de l'axe routier RM16 de catégorie 3 à catégorie 4 justifiant le recul routier annoncé de 15 mètres ;
- que des dispositions de mesures d'isolement acoustique sont prévues par l'arrêté préfectoral de classement sonore de la voirie et seront ainsi mises en oeuvre ;
- que le prolongement de la ligne de bus Linéo 1, la mise en service de la ligne Lineo 7, et la densification locale du réseau à mobilités douces contribuent à limiter l'augmentation locale du trafic routier ;
- que le site de « Lasbordes » ne constitue pas une ZAC mais une ZAD (Zone d'aménagement différée), réserve foncière créée par arrêté préfectoral du 5 août 2004 et arrivée à échéance le 6 août 2016 ; qu'aucun projet d'urbanisation n'est connu à ce jour ;
- que l'analyse faite de l'exposition aux polluants atmosphériques en bordure de la RM16 montre que les concentrations en NO2 ne dépassent pas les seuils réglementaires pour la santé ;
- que, malgré cela, ce risque d'exposition aux polluants est pris en considération préconisant des formes urbaines propices à la dispersion des polluants en réglementant deux bandes de constructibilité ;

Considérant en conclusion qu'au regard de l'ensemble de ces éléments, le projet n'est pas susceptible d'entraîner des impacts notables sur l'environnement ;

Décide

Article 1^{er}

Le projet de modification n°6 du PLU de Quint-Fonsegrives (31), objet de la demande n°2022-10920, n'est pas soumis à évaluation environnementale.

Article 2

La présente décision sera publiée sur le site internet de la mission régionale d'autorité environnementale Occitanie (MRAe) : www.mrae.developpement-durable.gouv.fr.

Fait à Toulouse, le 19/01/23

Pour la Mission Régionale d'Autorité environnementale,
par délégation



Marc TISSEIRE
Membre de la MRAe

Voies et délais de recours contre une décision dispensant la réalisation d'une évaluation environnementale

Recours gracieux : (Formé dans le délai de deux mois suivant la mise en ligne de la décision)

par courrier adressé à :

La présidente de la MRAe Occitanie

DREAL Occitanie

Direction énergie connaissance - Département Autorité environnementale

1 rue de la Cité administrative Bât G

CS 80 002 - 31 074 Toulouse Cedex 9

Conformément à l'avis du Conseil d'État n°395 916 du 06 avril 2016, une décision de dispense d'évaluation environnementale d'un plan, schéma, programme ou autre document de planification n'est pas un acte faisant grief susceptible d'être déféré au juge de l'excès de pouvoir. Elle peut en revanche être contestée à l'occasion de l'exercice d'un recours contre la décision approuvant le plan, schéma, programme ou autre document de planification.

ARRÊTÉ PORTANT OUVERTURE DE L'ENQUÊTE PUBLIQUE RELATIVE A LA SIXIÈME MODIFICATION DU PLAN LOCAL D'URBANISME (P.L.U.) DE TOULOUSE MÉTROPOLE, COMMUNE DE QUINT-FONSEGRIVES

Vu le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L153-41, L153-43 et R153-8 à R153-10,

Vu le Code de l'Environnement, et notamment les articles L.123-1 à L.123-18 et R.123-1 à R.123-27,

Vu le Plan Local d'Urbanisme (P.L.U.) de Toulouse Métropole, Commune de Quint-Fonsegrives, approuvé par délibération du Conseil Municipal en date du 22 octobre 2007 modifié dernièrement de manière simplifiée par délibération du Conseil de la Métropole en date du 20 octobre 2022,

Vu l'arrêté du Président de Toulouse Métropole du 20 juin 2022 prenant l'initiative de la mise en œuvre de la modification du P.L.U. de Toulouse Métropole, Commune de Quint-Fonsegrives,

Vu la décision n° E22000133/31 en date du 21 septembre 2022 de Madame la Présidente du Tribunal Administratif de Toulouse, désignant le commissaire enquêteur chargé de conduire l'enquête publique relative à la 6ème modification du Plan Local d'Urbanisme (P.L.U.) de Toulouse Métropole, Commune de Quint-Fonsegrives,

Vu les pièces du dossier soumis à l'enquête publique,

Après avoir consulté le Commissaire Enquêteur, notamment afin de déterminer les dates de réception du public ;

Monsieur le Président arrête

Article 1 : Objet de l'enquête

Il sera procédé à une enquête publique sur le projet de 6ème modification du Plan Local d'Urbanisme (P.L.U.) de Toulouse Métropole, Commune de Quint-Fonsegrives.

Le projet de 6ème modification du PLU soumis à enquête publique est mis en œuvre, en vue d'encourager la production de logements, y compris des logements locatifs sociaux dans le secteur du Chemin de Ribaute. Elle a pour objectif :

- de faire évoluer le règlement et les limites de zones pour encourager l'accueil de programmes de logements ;
- d'instaurer des Emplacements Réservés pour Logements sociaux (ERL), outils prévus à l'article L. 151-41 du Code de l'Urbanisme en faveur de la mixité sociale.

Article 2 : Autorité responsable du projet et siège de l'enquête

Il s'agit de Toulouse Métropole, établissement public de coopération intercommunale compétent en matière de PLU et de documents d'urbanisme en tenant lieu, dont le siège se situe **6, Rue René Leduc – BP 35821 – 31505 Toulouse Cedex 5 (Métro ligne A - station Marengo)**.

Des informations peuvent être demandées auprès de Toulouse Métropole, Direction de l'Urbanisme - Service de la Planification Urbaine au 6, rue René Leduc, BP 35821 - 31505 Toulouse Cedex 5, par courrier électronique à l'adresse suivante : PLUI-H@toulouse-metropole.fr.

Article 3 : Dossier et durée de l'enquête publique

Le dossier de modification, composé des pièces administratives, de l'exposé de ses motifs et, le cas échéant, des avis émis par les personnes publiques associées et par l'autorité environnementale, sera soumis à l'enquête publique pendant une durée de 32 jours consécutifs, **du 6 mars 2023 à 9h au 06 avril à 17h inclus**.

Par décision motivée, le commissaire enquêteur peut, en vertu du dernier alinéa de l'article L123-9 du code de l'environnement, prolonger l'enquête pour une durée maximale de quinze jours, notamment lorsqu'il décide d'organiser une réunion d'information et d'échange avec le public durant cette période de prolongation de l'enquête. Cette décision est portée à la connaissance du public, au plus tard à la date prévue initialement pour la fin de l'enquête.

Enfin, l'enquête pourra être suspendue ou complétée dans les conditions définies par les articles L123-14, R123-22 et R123-23 du code de l'environnement.

Article 4 : Désignation du Commissaire Enquêteur

Afin de conduire l'enquête publique mentionnée ci-dessus la Présidente du Tribunal Administratif de Toulouse a désigné le 21 septembre 2022, **Monsieur Claude AVARO** en qualité de Commissaire Enquêteur titulaire.

Article 5 : Lieux, jours et heures où le public pourra consulter le dossier

Le dossier du projet de 6ème modification du PLU de Toulouse Métropole, Commune de Quint-Fonsegrives est consultable en version informatique sur le site internet de Toulouse Métropole (metropole.toulouse.fr/plu-de-quint-fonsegrives-procedures) accessible 7j/7j et 24h/24h pendant la durée de l'enquête publique. Les documents y sont librement téléchargeables.

Un accès gratuit au dossier est garanti sur un poste informatique mis à disposition du public au siège de Toulouse Métropole 6, rue René Leduc – BP 35821 – 31505 Toulouse Cedex 5 (Métro ligne A - station Marengo) du lundi au vendredi de 8h00 à 18h00.

Le dossier d'enquête publique en version papier sera mis à la disposition du public :

- au siège de Toulouse Métropole, 6 rue René Leduc à Toulouse (Métro ligne A - station Marengo), du lundi au vendredi de 8h00 à 18h00,
- à la Mairie de la commune de Quint-Fonsegrives, Place de la Mairie, 31130 Quint-Fonsegrives, du lundi au vendredi de 8h30 à 12h30 et de 14h à 17h30, le samedi de 9h à 12 h.

Des horaires exceptionnels peuvent être mis en place dans les lieux de consultation du dossier et des registres compte tenu des vacances scolaires, du contexte sanitaire et des mesures gouvernementales prises pendant la période de l'enquête publique.

Dès publication du présent arrêté, toute personne peut, sur sa demande et à ses frais, obtenir communication du dossier d'enquête publique auprès de Monsieur le Président de Toulouse Métropole.

Article 6 : Modalités selon lesquelles le public pourra présenter ses observations et propositions et avoir accès aux registres d'enquête publique

Pendant la durée de l'enquête publique, le public pourra consigner ses observations et propositions :

- sur un **registre dématérialisé sécurisé** accessible via le site internet de Toulouse Métropole (metropole.toulouse.fr/plu-de-quint-fonsegrives-procedures) accessible 7j/7j et 24h/24h ;
- sur un **registre papier** établi sur feuillets non mobiles, côté et paraphé, préalablement à l'ouverture de l'enquête publique, par Monsieur le Commissaire Enquêteur, ouvert :
 - au siège de Toulouse Métropole, 6 rue René Leduc à Toulouse (Métro ligne A - station Marengo), du lundi au vendredi de 8h00 à 18h00,
 - à la Mairie de la commune de Quint-Fonsegrives, Place de la Mairie, 31130 Quint-Fonsegrives, du lundi au vendredi de 8h30 à 12h30 et de 14h à 17h30, le samedi de 9h à 12 h.

Des horaires exceptionnels peuvent être mis en place dans les lieux de consultation du dossier et des registres compte tenu des vacances scolaires, du contexte sanitaire et des mesures gouvernementales prises pendant la période de l'enquête publique.

- **par voie postale** en adressant un courrier au Commissaire Enquêteur, au siège de l'enquête à Toulouse Métropole - 6, Rue René Leduc – BP 35821 – 31505 Toulouse Cedex 5 à faire parvenir pendant la durée de la mise à disposition, le cachet de la Poste faisant foi.
- **par courrier électronique** à l'adresse suivante : modification-plu-6-quint-fonsegrives@mail.registre-numerique.fr

Le public aura accès au poste informatique mentionné à l'article 5 mis à disposition à Toulouse Métropole, afin de transmettre ses observations sur le registre dématérialisé sécurisé.

Les informations transmises par courrier électronique seront mises en ligne sur le registre dématérialisé pour être consultable par le public.

Pendant toute la durée de l'enquête publique, les observations du public sont consultables et communicables, aux frais de la personne qui en fait la demande.

Article 7 : Lieux, jours et heures où le Commissaire Enquêteur se tiendra à la disposition du public

Le Commissaire Enquêteur se tiendra à la disposition du public pour recevoir ses observations lors des permanences qu'il tiendra à la Mairie de Quint-Fonsegrives, aux jours et heures suivants :

- lundi 6 mars 2023 de 9h à 12h,
- mercredi 15 mars 2023 de 14h à 17h,
- samedi 25 mars 2023 de 9h à 12h,
- jeudi 06 avril 2023 de 14h à 17h,

Article 8 : Informations environnementales

Le dossier du projet de 6ème modification du Plan Local d'Urbanisme de Toulouse Métropole, Commune de Quint-Fonsegrives, comprenant une notice d'incidences du projet sur l'environnement, a été transmis par Toulouse Métropole à l'autorité environnementale dans le cadre d'un examen au cas par cas, conformément aux articles R104-28 à R104-32 du Code de l'Urbanisme.

Suite à la décision de l'autorité environnementale rendue le 18 octobre 2022 de soumettre à évaluation environnementale le dossier de 6ème modification du PLU de Toulouse Métropole, Commune de Quint-Fonsegrives, Toulouse Métropole a formé un recours gracieux, qui a conduit l'autorité environnementale à dispenser la procédure d'évaluation environnementale par décision du 19 janvier 2023.

L'ensemble de ces pièces est joint au dossier d'enquête publique.

Article 9 : Publicité de l'enquête

Un avis au public faisant connaître l'ouverture de l'enquête sera publié quinze jours au moins avant le début de celle-ci, et rappelé dans les huit premiers jours de l'enquête, dans deux journaux régionaux ou locaux diffusés dans le Département.

Cet avis sera affiché notamment au siège de Toulouse Métropole, à la Mairie de Quint-Fonsegrives et sur tous les emplacements prévus dans la Commune pour l'information du public sur le déroulement du présent projet de modification 15 jours au moins avant la date d'ouverture de l'enquête publique et pendant toute la durée de celle-ci.

L'avis au public sera également consultable sur le site internet de Toulouse Métropole (metropole.toulouse.fr/plu-de-quint-fonsegrives-procedures) et de la Commune de Quint-Fonsegrives (www.quint-fonsegrives.fr).

Une copie des avis publiés dans la presse sera annexée au dossier soumis à l'enquête publique, avant l'ouverture de l'enquête en ce qui concerne la première insertion et au cours de l'enquête en ce qui concerne la deuxième insertion.

Article 10 : Clôture des modalités d'enquête

A l'expiration du délai de l'enquête prévu à l'article 3, les registres papiers déposés en Mairie de Quint-Fonsegrives et à Toulouse Métropole seront transmis sans délai au Commissaire Enquêteur pour être clos par lui même.

La communication des observations du public sur le registre dématérialisé, par courrier électronique et l'envoi de courriers par voie postale prendront fin selon mes modalités prévues à l'article 3, la date et l'heure du dépôt électronique et le cachet de la poste faisant foi.

Article 11 : Élaboration et remise du rapport et des conclusions du Commissaire Enquêteur

Dans les huit jours de la réception des registres et des documents annexés, Monsieur le Commissaire Enquêteur rencontrera le responsable du projet pour lui communiquer les observations écrites et orales consignées dans un procès-verbal de synthèse, ce dernier disposant d'un délai de 15 jours pour produire ses observations éventuelles.

Le commissaire enquêteur établit un rapport qui relate le déroulement de l'enquête et examine les observations recueillies.

Le rapport comporte le rappel de l'objet du projet, la liste de l'ensemble des pièces figurant dans le dossier d'enquête, une synthèse des observations du public, une analyse des propositions et contre-propositions produites durant l'enquête et, le cas échéant, les observations du responsable du projet, en réponse aux observations du public.

Le commissaire enquêteur consigne, dans un document séparé, ses conclusions motivées, en précisant si elles sont favorables, favorables sous réserves ou défavorables au projet.

A défaut d'une demande motivée de report de délai adressée à Monsieur le Président de Toulouse Métropole par Monsieur le Commissaire Enquêteur, ce dernier dispose d'un délai de trente jours à compter de la date de clôture de l'enquête, pour transmettre à Monsieur le Président de Toulouse Métropole, le rapport et les conclusions motivées, ainsi que l'exemplaire du dossier d'enquête déposé à Toulouse Métropole, accompagné des pièces annexées et des registres.

Monsieur le Commissaire Enquêteur adressera simultanément une copie du rapport et des conclusions motivées à Madame la Présidente du Tribunal Administratif.

Article 12 : Lieux où, à l'issue de l'enquête, le public pourra consulter le rapport et les conclusions du Commissaire Enquêteur

Dès leur réception, Monsieur le Président de Toulouse Métropole adresse une copie du rapport et des conclusions du Commissaire Enquêteur à Monsieur le Maire de Quint-Fonsegrives et à Monsieur le Préfet, pour y être tenue à disposition du public sans délai pendant 1 an à compter de la date de clôture de l'enquête.

Une copie du rapport et des conclusions du Commissaire Enquêteur sera également mise à disposition du public pendant 1 an au siège de Toulouse Métropole situé 6, Place René Leduc – BP 35821 – 31505 Toulouse Cedex 5 Direction de l'Urbanisme – Service de la Planification Urbaine, de 8h30 à 12h30 et de 13h30 à 17h.

Le rapport et les conclusions seront en outre publiés sur le site internet de Toulouse Métropole, pour y être tenus à disposition du public durant 1 an.

Article 13 : Décision adoptée à l'issue de l'enquête

A l'issue de l'enquête, le projet de sixième modification du PLU objet de la présente enquête, éventuellement modifié pour tenir compte des avis qui ont été joints au dossier, des observations du public et du rapport du Commissaire Enquêteur sera soumis à l'approbation du Conseil de la Métropole.

Article 14 : Exécution du présent arrêté

Monsieur le Commissaire Enquêteur et Monsieur le Président de Toulouse Métropole sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Le présent arrêté sera publié sur le site de Toulouse Métropole.

Le présent arrêté fera l'objet d'un affichage au siège de Toulouse Métropole— 6, rue René Leduc, BP 35821 – 31505 Toulouse Cedex 5 – et à la Mairie de Quint-Fonsegrives 15 jours au moins avant la date d'ouverture de l'enquête publique et pendant toute la durée de celle-ci.

Une copie du présent arrêté sera adressée à Monsieur le Préfet de la Haute-Garonne et Monsieur le Maire de Quint-Fonsegrives.

Fait à Toulouse, le **13 FEV. 2023**

La Vice Présidente



Annette LAIGNEAU

Le Président de Toulouse Métropole

Atteste exécutoire le présent acte

- Reçu à la Préfecture le : **13 FEV. 2023**

- Affiché au siège de Toulouse Métropole, le : **13 FEV. 2023**

- Affiché en mairie, le : **15 FEV. 2023**

- Publié le : **20 FEV. 2023**

REPUBLIQUE
FRANCAISE
HAUTE-GARONNE

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL
MUNICIPAL de la Commune de QUINT-FONSEGRIVES**
Séance du lundi 25 Septembre 2023

Nombre de Conseillers
En exercice : 29

Présents : 17

Procurations : 9

Votants : 26

Absent : 3

Exclus :

Date de Convocation
18 septembre 2023

Date de Publication
28 septembre 2023

L'an deux mille vingt-trois, le vingt-cinq septembre à dix-huit heures, le Conseil Municipal de la Commune de QUINT-FONSEGRIVES, dûment convoqué s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de Monsieur GASC Jean-Pierre, Maire.

Présents : GASC Jean-Pierre, SCHEDDEL Ariane, MENDES Alain, GERMAIN Béatrice, CONTE Béatrice, GAI Béatrice, LESTRADE David (à partir de la délibération n°045), FERNANDES Manuel, CHAMINADOUR Sylvie, BOSCUS Nicolas, ALLEGRE Robert, VERBAYS Marie-Anne, DARRICARRERE Daniel, CATHALA Marie-Pierre (jusqu'à la délibération n°047), CAUHAUPE Alain, DEMETZ Danièle, BARBASTE Simone.

Absent : LABORDE Olivier, VIGNOLES Marie-Blanche, ASSAGUEL Jean.

Procurations : Madame Marielle ALIAS BENITO a donné procuration à Madame Ariane SCHEDDEL, Monsieur Philippe MALNOUE a donné procuration à Monsieur Alain MENDES, Monsieur Franck CHATELAIN a donné procuration à Monsieur Robert ALLEGRE, Monsieur Alain LABORIE a donné procuration à Monsieur Nicolas BOSCUS, Monsieur Philippe HAINAULT a donnée procuration à Monsieur Manuel FERNANDES, Monsieur Richard ALMALRIC a donnée procuration à Monsieur Daniel DARRICARRERE, Madame Sophie THIEBAULT a donnée procuration à Monsieur Jean-Pierre GASC, Madame Valérie DENIS-BRUIANT a donné procuration à Madame Marie-Anne VERBAYS, Madame Maryse MARSAL a donné procuration à Madame Simone BARBASTE.

Madame Ariane SCHEDDEL a été élue secrétaire.

DEL/2023/045

Objet : Plan Local d'Urbanisme – Avis du Conseil Municipal relatif au projet de 6^{ème} modification du Plan Local d'Urbanisme de Toulouse Métropole, commune de Quint-Fonsegrives avant approbation par le Conseil de la Métropole.

Le Maire rappelle au Conseil Municipal la procédure en cours pour la 6^{ème} modification du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de Toulouse Métropole, Commune de Quint-Fonsegrives.

Par arrêté en date du 20 juin 2022, le Président de Toulouse Métropole a pris l'initiative de la mise en œuvre d'une procédure de 6^{ème} modification du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de Toulouse Métropole, commune de Quint-Fonsegrives, en vue de faire évoluer le règlement et les limites de zones pour encourager l'accueil de programmes de logements et d'instaurer des Emplacements Réservés pour Logements sociaux (ERL), outils prévus à l'article L.151-41 du Code de l'Urbanisme en faveur de la mixité sociale.

COMMUNE 2023 REGISTRE PAGE 95

Ce dossier a été notifié aux Personnes Publiques Associées (PPA) et Consultées (PPC) en date du 13 juillet 2022, ainsi qu'à la Mission Régionale de l'Autorité Environnementale pour un examen au cas par cas le 22 juin 2022, puis le 16 décembre 2022 dans le cadre d'un recours gracieux.

L'enquête publique s'est déroulée du mercredi 06/03/2023 au 06/04/2023 inclus.

I) Objets de la présente modification du PLU de Toulouse Métropole, Commune de Quint-Fonsegrives

Les modifications proposées visent à soutenir la production de logements dont les logements locatifs sociaux (LLS). En effet, le taux de logements locatifs sociaux de la Commune est de 14,48 % au 1er janvier 2022. Pour répondre aux obligations de la loi SRU complétées par la loi Duflot à l'horizon 2025, l'État a fixé à la commune des objectifs de production de logements locatifs sociaux à réaliser par période triennale.

La présente procédure vise donc à accompagner la commune dans sa production de logements locatifs sociaux pour atteindre ses objectifs de rattrapage de la période triennale en cours et accompagner la croissance du nombre des résidences principales par les modifications réglementaires suivantes :

- Création d'un secteur UAc au sein de la zone urbaine mixte en faisant évoluer le règlement et les limites de la zone UBc pour encourager l'accueil de programmes de logements : Ce point entraîne une modification des droits à construire du secteur « Chemin de Ribaute » pour encourager l'accueil de programmes de logements, dont les logements sociaux, en autorisant une certaine densité urbaine.

Les articles UA6, UA9, UA10, UA12 et UA13 seront modifiés.

- Instauration d'Emplacements Réservés pour Logements sociaux (ERL), outils prévus à l'article L.151-41 du Code de l'Urbanisme en faveur de la mixité sociale : Trois emplacements réservés pour les logements sociaux (ERL) sont créés au sein de la nouvelle zone UAc, située Chemin de Ribaute :
 - o ERL n°1 (parcelle AN 21) pour une superficie de 5060 m², prévoyant une programmation minimum de 61 logements dont 40 % de Logements locatifs sociaux (LLS) et 10 % relevant de l'accession sociale à la propriété, au bénéfice de Toulouse Métropole.
 - o ERL N°2 (sur la parcelle AN9) pour une superficie de 9820m², pour une programmation minimum de 125 logements dont 40 % de LLS et 10 % en accession sociale.
 - o ERL n°3 (sur les parcelles AN 13p, AN14p, AN17, AN18, AN19 pour une superficie de 11390m², programmation minimum de 141 logements dont 40 % de LLS et 10 % en accession sociale.

II) Avis de la Mission Régionale de l'Autorité Environnementale

Le 18 octobre 2022, la Mission Régionale de l'Autorité environnementale (MRAe) a rendu un premier avis soumettant à évaluation environnementale la procédure considérant que le dossier ne comportait pas suffisamment d'éléments d'analyse concernant les nuisances sonores et l'exposition des futurs habitants aux polluants atmosphériques liés à la circulation routière existante et future. Les éléments de la notice justifiant des mesures tendant à « éviter, réduire ou compenser », prévoyant un recul de 15 mètres par rapport à la M16 ont été jugées insuffisantes.

Dans le délai de recours gracieux, Toulouse Métropole a transmis des éléments complémentaires permettant de mieux justifier la prise en compte des risques et des nuisances au travers des dispositions

réglementaires existantes d'une part et d'autre part en apportant des compléments sur le contexte moindre d'exposition aux nuisances sur le secteur au regard d'études et de projets récents.

Le deuxième avis de la MRAe qui a été émis en date du 19 janvier 2023 considère, au regard de l'ensemble de ces éléments, que le projet n'est pas susceptible d'entraîner des impacts notables sur l'environnement. La MRAe dispense d'évaluation environnementale le dossier de 6ème modification du PLU de Toulouse Métropole, Commune de Quint-Fonsegrives.

III) Avis des Personnes Publiques Associées et Consultées et prise en compte

Dans le cadre de la procédure, le dossier de modification a été notifié aux personnes publiques associées et consultées, en date du 13 juillet 2022, conformément au code de l'urbanisme.

Cinq réponses ont été reçues :

- La Direction Départementale des Territoires de la Haute-Garonne (DDT31), par courrier en date du 05 septembre 2022, a formulé plusieurs observations :
 - o Elle souligne l'importance de poursuivre les réflexions sur le devenir de ce quartier en proposant une orientation d'aménagement et de programmation afin de définir des prescriptions permettant d'encadrer une opération d'ensemble qualitative.
 - o L'aménagement de ce quartier nécessitera également de requalifier le chemin de Ribaute jusqu'à la route RM826, dont l'état actuel est peu favorable aux mobilités actives.

En réponse à la DDT : Toulouse Métropole indique que le secteur du Chemin de Ribaute présente des caractéristiques propices à l'accueil de population, notamment en termes de cohérence urbanisme - transport en commun. La requalification du Chemin de Ribaute est programmée en 2024 pour l'aménagement de cheminements modes actifs, piétons et cycles. Des commerces et des équipements sont en outre présents à proximité. Les modifications réglementaires introduites par la création de la zone UAc définissent un potentiel constructible et ménagent des formes urbaines qui prennent en compte la trame parcellaire et la frontalité avec le Chemin de Ribaute. L'élaboration en cours du PLUi-H pourra être l'occasion de réexaminer ou de préciser le traitement de ce secteur, notamment par la production d'une OAP si le zonage UAc devait être étendu à d'autres parcelles.

La Chambre des Métiers et de l'Artisanat (CMA), par courrier en date du 06 septembre 2022, a formulé une observation :

- Il est regrettable que le foncier envisagé pour renforcer l'accueil de population concerne un secteur initialement destiné à « favoriser l'implantation d'activités économiques en lien avec les filières artisanales et de santé ». Cela prive l'artisanat de potentielles installations dans un secteur bien desservi, à l'heure de la raréfaction du foncier économique.

En réponse à la CMA : Toulouse Métropole indique que la situation de la commune au regard de ses obligations de production de logements locatifs sociaux à court terme et le contexte de la récente annulation du PLUi-H ainsi que la loi Climat et Résilience, obligent Quint-Fonsegrives à ajuster ses orientations de développement et à faire porter ses efforts de production de logements sur les fonciers disponibles en zone urbanisée et bien desservie. La future zone UAc ne comporte plus de distinction de constructibilité en faveur des constructions à vocation économique. Pour autant, ces dernières ne sont pas interdites mais l'objectif de la modification est bien de conforter l'accueil d'habitat et notamment de logements locatifs sociaux sur ce secteur.



COMMUNE 2023 REGISTRE PAGE 97

Le Conseil Départemental de la Haute-Garonne (CD31), par courrier en date du 12 septembre 2022, n'a fait aucune observation particulière sur le dossier.

La Chambre d'Agriculture de la Haute-Garonne, par courrier du 03 octobre 2022, a émis un avis favorable.

La ville de Balma, par courrier du 08 novembre 2022, a formulé une observation pour demander à maintenir le caractère naturel et agricole des espaces de sa commune et prévoir une véritable mise à distance, en réalisant une zone tampon d'au moins 20 mètres.

En réponse à la ville de Balma : La Métropole reconnaît la nécessité d'un espace de transition significatif entre habitat et activités agricoles pour assurer une meilleure intégration paysagère et limiter les nuisances des usages respectifs. Il est proposé de modifier les prospectus prévus dans le projet de modification soumis à enquête publique. Ainsi, lorsque les limites séparatives correspondent aux limites communales, les constructions devront prévoir un recul minimum de 9 m. Au vu de la configuration parcellaire, un recul supérieur obérerait tout projet de développement.

IV) Déroulement de l'enquête publique

Le projet de modification n°6 du PLU a fait l'objet d'une enquête publique du 6 mars 2023 au 06 avril 2023 inclus, prescrite par arrêté en date du 13 février 2023. Le tribunal administratif a désigné Monsieur Claude AVARO, en date du 21 septembre 2022, en qualité de commissaire-enquêteur.

L'information au public a été assurée :

- Par voie de presse dans la Dépêche du Midi, le 13 février 2023 et 06 mars 2023 et dans le Petit Journal de la Haute-Garonne, le 16 février 2023 et 09 mars 2023 ;
- Par affichage au siège de Toulouse Métropole, en mairie de Quint-Fonsegrives et à différents emplacements sur le territoire de la Commune ;
- Par la mise en ligne sur le site internet de Toulouse Métropole et de la Mairie de Quint-Fonsegrives.

Le dossier du projet de 6ème modification et l'exposé de ses motifs ont été mis à disposition du public au siège de Toulouse Métropole et en mairie de Quint-Fonsegrives accompagnés de registres papiers permettant au public de formuler ses observations.

Le dossier était également disponible sur le site internet de Toulouse Métropole. Le public a pu envoyer ses observations par voie postale au Commissaire enquêteur, par courriel ou sur un registre dématérialisé sécurisé et accessible via le site internet de Toulouse Métropole.

Observations du public :

Pendant l'enquête publique, une observation a été déposée sur le registre papier déposé en Commune. Aucune contribution n'a été déposée sur les autres supports ni reçue par courrier postal ou électronique.

L'observation déposée en commune comporte plusieurs demandes sur lesquelles la collectivité s'est exprimée dans sa réponse au procès-verbal de synthèse du commissaire-enquêteur. Ainsi, il n'a pas été jugé pertinent :

- De modifier le préambule du règlement de la zone UAc pour ajouter l'hébergement des personnes âgées aux formes d'habitat prévues dans la zone. En effet, cette partie du règlement écrit n'est pas opposable au droit des sols. De plus, la notion d'habitat s'entend au sens commun du terme dans ce paragraphe et non en application des destinations du Code de l'urbanisme.
- D'introduire une différenciation des règles de stationnement du PLU pour les constructions à destination de logement et d'hébergement pour le secteur UAc, étant donné que le PLU de la commune de Quint-Fonsegrives est antérieur à la réforme du Code de l'Urbanisme qui prévoit ses sous-destinations. Néanmoins certaines règles relatives au stationnement restent applicables nonobstant les dispositions du PLU (L. 151-34 et 35 du Code de l'Urbanisme).
- de modifier le règlement de la zone UAc pour substituer la notion de « lotissement » à celle « d'opération d'ensemble ». Bien que cette notion ne soit plus à jour dans l'écriture du PLU, cette modification ne peut intervenir dans la seule zone UAc sans risquer de porter atteinte à la cohérence interne du règlement écrit. L'élaboration en cours du PLUi-H remplacera et modernisera le contenu du PLU actuel à horizon 2025.

En revanche, Toulouse Métropole souhaite clarifier une disposition du règlement écrit suite à la remarque de M. Nadalin. En effet, la formulation proposée pour délimiter la bande de constructibilité principale laisse penser que le coefficient d'emprise au sol ne s'applique pas aux surfaces concernées par le retrait de 15m prévu à l'article 6 du règlement de la zone UAc. Or, le calcul de l'emprise au sol s'applique bien à l'ensemble de la surface de la parcelle comprise depuis la limite d'emprise du domaine public et jusqu'à 45 m de profondeur.

Ainsi, il est proposé de modifier la rédaction de l'article 9 du règlement écrit du PLU en indiquant que la bande de constructibilité principale est comptée à partir de la limite d'emprise du domaine public.

A l'issue de l'enquête publique, le Commissaire Enquêteur, dans ses conclusions reçues le 2 mai 2023 a émis un avis favorable assorti de 0 réserve et 0 recommandation au projet de 6ème modification du PLU de Toulouse Métropole, commune de Quint-Fonsegrives.

V) Des mises à jour des annexes doivent également être prises en compte

Plusieurs actes/périmètres adoptés par Toulouse Métropole et l'État nécessitent de mettre à jour les annexes du Plan Local d'Urbanisme de Toulouse Métropole, commune de Quint-Fonsegrives.

6a – Liste des Servitudes d'Utilité Publique

Sont supprimées :

- La servitude (PT1) de protection des centres de réception radioélectriques contre les perturbations électromagnétiques ;
- La servitude (PT2) - LH Ramonville Verfeil Passif EDF : Servitude relative aux transmissions radioélectriques concernant la protection contre les obstacles des centres d'émission et de réception exploités par l'État, instituée au bénéfice de l'opérateur France Télécom devenue Orange.

Considérant que le site Géoportail de l'urbanisme (geoportail-urbanisme.gouv.fr) regroupe déjà les documents d'annexes mis à jour, un renvoi vers ce site internet est conseillé par les demandes des informations s'y référant.

6-b-4 Notice déchets urbains

Est ajouté :

- Le Règlement du Service Public de Gestion des Déchets, mis à jour par délibération en date du 16 décembre 2021 ;

6-f - Voies bruyantes

Est modifié :

- Le nouvel arrêté préfectoral en date du 4 décembre 2020 portant classement sonore des infrastructures de transport terrestre de Haute-Garonne remplace l'arrêté préfectoral du 23 décembre 2014 abrogé.

En application de l'article L153-43 du code de l'urbanisme, il est proposé au Conseil de la Métropole d'approuver le projet de 6ème modification du PLU de Toulouse Métropole, Commune de Quint-Fonsegrives joint à la présente délibération comprenant la mise à jour des annexes modifiées comme suit pour tenir compte des avis des personnes publiques associées et des observations du public :

Modification des articles UA7 pour tenir compte des observations de la ville de Balma et UA9 pour tenir compte des observations déposées pendant l'enquête publique.

Décision

Le conseil municipal,

Vu le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L.153-36 à 44, L.151-43, L.153-60, R.104-33 à 37 et R.153-8 à R.153-10, R.151-51 à R.151-53 et R.153-18 ;

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) de la Grande Agglomération Toulousaine révisé le 27 avril 2017 et mis en compatibilité le 28 juillet 2021,

Vu le Plan de Déplacements Urbains (PDU) approuvé le 17 octobre 2012 suite à l'annulation du PDU approuvé le 7 février 2018,

Vu le Plan Climat Air Energie Territorial de Toulouse Métropole approuvé par délibérations du 28 juin 2018 et du 27 juin 2019,

Considérant le Pacte métropolitain de l'Habitat adopté le 14 octobre 2021 par le Conseil de la Métropole,

Vu le Plan Local d'Urbanisme (PLU) de Toulouse Métropole, Commune de Quint-Fonsegrives, approuvé par délibération du Conseil Municipal en date du 22 octobre 2007, modifié par délibération du Conseil de la Métropole du 9 juillet 2009, révisé de manière simplifiée par délibération par 29 septembre 2011, modifié par délibération du Conseil de la Métropole du 30 septembre 2010, du 19 décembre 2013, du 29 septembre 2015 et du 6 octobre 2016 ; modifié de manière simplifiée le 20 octobre 2022 ;

Vu l'arrêté du Président de Toulouse Métropole du 20 juin 2022 prenant l'initiative de la mise en œuvre de la modification du P.L.U de Toulouse Métropole, commune de Quint-Fonsegrives,

Vu l'arrêté du Président de Toulouse Métropole en date du 13 février 2023 prescrivant l'ouverture de l'enquête publique du PLU de Toulouse Métropole, commune de Quint-Fonsegrives,

Vu le rapport du commissaire enquêteur qui a émis un avis favorable,

Vu l'avis du Conseil Municipal de la Commune de Quint-Fonsegrives en date du 25 septembre 2023,



Vu l'arrêté préfectoral en date du 4 décembre 2020 portant classement sonore des infrastructures de transport terrestre de Haute-Garonne et abrogeant l'arrêté préfectoral du 23 décembre 2014 ;

Vu l'arrêté du 1er mars 2021 portant abrogation des décrets instituant des servitudes radioélectriques de protection contre les perturbations électromagnétiques et des servitudes radioélectriques de protection contre les obstacles institués au profit de France Télécom devenue Orange ;

Vu l'arrêté du 18 mars 2021 portant abrogation des décrets fixant des servitudes radioélectriques de protection contre les perturbations électromagnétiques et des servitudes radioélectriques de protection contre les obstacles institués au profit de Télédiffusion de France devenue TDF ;

Vu la délibération n° DEL-21-1047 en date du 16 décembre 2021 portant Collecte des déchets : mise à jour du Règlement du Service Public de Gestion des Déchets adopté par délibération du 28 juin 2018 ;

Entendu l'exposé de Monsieur le Maire, après en avoir délibéré,

Décide à l'unanimité :

Article 1 : D'émettre un avis favorable à la 6ème modification du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de Toulouse Métropole, Commune de Quint-Fonsegrives, composée des pièces mises à enquête publique, ouverte du 6 mars 2023 au 06 avril 2023, modifiées après enquête publique, et intégrant également la mise à jour des annexes conformément au dossier joint à la présente délibération.

Article 2 : De dire que le dossier de 6ème modification simplifiée du PLU de Toulouse Métropole, Commune de Quint-Fonsegrives, une fois approuvé par le Conseil de la Métropole sera consultable au siège de Toulouse Métropole, 6 rue René Leduc, Direction de l'Urbanisme, 4ème étage, de 8h30 à 12h30 et de 13h30 à 17h, ainsi que sur le site Internet de Toulouse Métropole

Article 3 : De préciser que la présente délibération sera exécutoire après sa transmission au représentant de l'Etat et son affichage pendant un mois en Mairie.

Article 4 : D'autoriser Monsieur le Maire de Quint-Fonsegrives à signer tous les actes afférents.

Pour copie conforme,
Le Maire,

Publié le :

2 8 SEP. 2023

Le Secrétaire,

Délibération n°DEL-23-0650

Approbation de la sixième modification du Plan Local d'Urbanisme de Toulouse Métropole, commune de Quint-Fonsegrives et mise à jour des annexes

L'an deux mille vingt-trois le jeudi douze octobre à neuf heures vingt-trois, sous la présidence de Jean-Luc MOUDENC, Président, le Conseil s'est réuni à Espaces Concorde - Centre de Congrès Pierre Baudis - Toulouse.

Participants

Afférents au Conseil :	133
Présents :	105
Procurations :	19
Date de convocation :	06 octobre 2023

Présents

Aigrefeuille	M. Christian ANDRE
Aussonne	M. Michel BEUILLE, Mme Sylvie LLOUBERES
Balma	M. Frédéric LEMAGNER, M. Vincent TERRAIL-NOVES
Beaupuy	M. Marc FERNANDEZ
Beauzelle	M. Patrice RODRIGUES
Blagnac	Mme Bernadette GUERY, M. Jean-Michel MAZARDO
Brax	M. Thierry ZANATTA
Castelginest	M. Grégoire CARNEIRO, Mme Béatrice URSULE
Colomiers	M. Thomas LAMY, Mme Josiane MOURGUE, M. Franck RIBEYRON, M. Arnaud SIMION, Mme Karine TRAVAIL-MICHELET, M. Pierre VERNIOL
Cornebarrieu	Mme Dalila COUSIN, M. Alain TOPPAN
Cugnaux	Mme Ana FAURE, M. Thomas KARMANN, Mme Marie-Hélène ROURE, M. Albert SANCHEZ
Drémil-Lafage	Mme Ida RUSSO
Fenouillet	M. Thierry DUHAMEL
Flourens	M. Jean-Pierre FOUCHOU-LAPEYRADE
Gagnac-sur-Garonne	M. Patrick BERGOUGNOUX
Launaguet	Mme Patricia PARADIS, M. Michel ROUGE
Lespinasse	M. Alain ALENCON
L'Union	Mme Brigitte BEC
Mondonville	Mme Véronique BARRAQUE ONNO
Mondouzil	M. Robert MEDINA
Mons	Mme Véronique DOITTAU
Montrabé	M. Jacques SEBI
Pin-Balma	M. Gil BEZERRA
Quint-Fonsegrives	M. Jean-Pierre GASC
Saint-Alban	M. Alain SUSIGAN
Saint-Jean	M. Bruno ESPIC
Saint-Orens	M. Serge JOP
Seilh	M. Didier CASTERA
Toulouse	Mme Caroline ADOUE-BIELSA, Mme Fella ALLAL, M. Christophe ALVES, Mme Françoise AMPOULANGE, Mme Laurence ARRIBAGE, M. Olivier ARSAC, Mme Michèle BLEUSE, M. Jean-Jacques BOLZAN, M. Jean-Paul BOUCHE, Mme Maroua BOUZAIDA, M. Maxime BOYER, M. François BRIANCON, M. Sacha BRIAND,

	Mme Hélène CABANES, M. François CHOLLET, M. Gaëtan COGNARD, M. Romain CUJIVES, M. Jean-Claude DARDELET, M. Henri DE LAGOUTINE, M. Aymeric DEHEURLES, Mme Ghislaine DELMOND, Mme Cécile DUFRAISSE, M. Jonhny DUNAL, M. Jamal EL ARCH, Mme Julie ESCUDIER, M. Emilion ESNAULT, M. Pierre ESPLUGAS-LABATUT, Mme Isabelle FERRER, M. Vincent GIBERT, Mme Isabelle HARDY, Mme Caroline HONVAULT, Mme Valérie JACQUET VIOLLEAU, Mme Laurence KATZENMAYER, M. Djillali LAHLANI, Mme Annette LAIGNEAU, Mme Marion LALANE- DE LAUBADERE, M. Jean-Michel LATTES, Mme Souhayla MARTY, M. Antoine MAURICE, Mme Odile MAURIN, Mme Brigitte MICOULEAU, Mme Nicole MIQUEL-BELAUD, M. Nicolas MISIAK, M. Jean-Luc MOUDENC, Mme Julienne MUKABUCYANA, Mme Nina OCHOA, Mme Gnadang OUSMANE, M. Philippe PERRIN, Mme Julie PHARAMOND, M. Jean-François PORTARRIEU, M. Clément RIQUET, M. Daniel ROUGE, M. Thierry SENTOUS, M. Bertrand SERP, Mme Nadia SOUSSI, M. Pierre TRAUTMANN, Mme Nicole YARDENI
Tournefeuille	M. Patrick CHARTIER, Mme Corinne CURVALE, Mme Corinne GINER, M. Laurent SOULIE
Villeneuve-Tolosane	Mme Agnès BENOIT-LUTMAN, M. Romain VAILLANT

Conseillers ayant donné pouvoir

	Pouvoir à
Mme Roseline ARMENGAUD	Dalila COUSIN
Mme Sophie LAMANT	Ida RUSSO
M. Pascal BOUREAU	Patrice RODRIGUES
M. Joseph CARLES	Robert MEDINA
Mme Danielle PEREZ	Arnaud SIMION
M. Philippe PLANTADE	Béatrice URSULE
Mme Sophie BOUBIDI	Patrick CHARTIER
M. Robert GRIMAUD	Alain ALENCON
M. Patrick DELPECH	Jacques SEBI
M. Honoré NOUVEL	Thierry ZANATTA
Mme Camille POUPONNEAU	Romain VAILLANT
Mme Dominique FAURE	Vincent TERRAIL-NOVES
Mme Patricia BEZ	Nicole YARDENI
M. Jean-Baptiste DE SCORRAILLE	Nicolas MISIAK
Mme Christine ESCOULAN	Christophe ALVES
M. Francis GRASS	Julie PHARAMOND
M. Maxime LE TEXIER	Caroline HONVAULT
Mme Marine LEFEVRE	Caroline ADOUE-BIELSA
M. Dominique FOUCHIER	Karine TRAVAIL-MICHELET

Conseillers excusés

Aucamville	M. Gérard ANDRE
Colomiers	M. Patrick JIMENA
L'Union	M. Marc PERE
Saint-Jean	Mme Céline MORETTO
Saint-Jory	M. Thierry FOURCASSIER
Toulouse	M. Pierre LACAZE, Mme Hélène MAGDO, Mme Agnès PLAGNEUX BERTRAND, Mme Agathe ROBY

Délibération n° DEL-23-0650

Approbation de la sixième modification du Plan Local d'Urbanisme de Toulouse Métropole, commune de Quint-Fonsegrives et mise à jour des annexes

Exposé

Par arrêté en date du 20 juin 2022, Monsieur le Président de Toulouse Métropole a pris l'initiative de la mise en œuvre d'une procédure de 6ème modification du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de Toulouse Métropole, commune de Quint-Fonsegrives, en vue de faire évoluer le règlement et les limites de zones pour encourager l'accueil de programmes de logements et d'instaurer des Emplacements Réservés pour Logements sociaux (ERL), outils prévus à l'article L.151-41 du Code de l'Urbanisme en faveur de la mixité sociale.

Ce dossier a été notifié aux Personnes Publiques Associées (PPA) et Consultées (PPC) en date du 13 juillet 2022, ainsi qu'à la Mission Régionale de l'Autorité environnementale pour un examen au cas par cas le 22 juin 2022, puis le 16 décembre 2022 dans le cadre d'un recours gracieux.

L'enquête publique s'est déroulée du mercredi 6 mars 2023 au 6 avril 2023 inclus.

Il est proposé au Conseil de la Métropole d'examiner les avis qui ont été joints au dossier, les observations du public et le rapport du commissaire-enquêteur avant d'approuver le dossier, éventuellement modifié pour tenir compte de ceux-ci, et comprenant la mise à jour des annexes.

1) Objets de la présente modification du PLU de Toulouse Métropole, commune de Quint-Fonsegrives

Les modifications proposées visent à soutenir la production de logements, dont les logements locatifs sociaux (LLS). En effet, le taux de logements locatifs sociaux de la Commune est de 11,58 % au 1er janvier 2021. Pour répondre aux obligations de la loi SRU complétées par la loi Duflot à l'horizon 2025, l'État a fixé à la Commune des objectifs de production de logements locatifs sociaux à réaliser par période triennale.

La présente procédure vise donc à accompagner la Commune dans sa production de logements locatifs sociaux pour atteindre ses objectifs de rattrapage de la période triennale en cours et accompagner la croissance du nombre des résidences principales par les modifications réglementaire suivantes :

- Création d'un secteur UAc au sein de la zone urbaine mixte en faisant évoluer le règlement et les limites de la zone UBc pour encourager l'accueil de programmes de logements :

Ce point entraîne une modification des droits à construire du secteur « Chemin de Ribaute » pour encourager l'accueil de programmes de logements, dont les logements sociaux, en autorisant une certaine densité urbaine.

Les articles UA6, UA9, UA10, UA12 et UA13 seront modifiés.

- Instauration d'Emplacements Réservés pour Logements sociaux (ERL), outils prévus à l'article L.151-41 du Code de l'Urbanisme en faveur de la mixité sociale :

Trois emplacements réservés pour les logements sociaux (ERL) sont créés au sein de la nouvelle zone UAc, située Chemin de Ribaute :

- ERL n°1 (parcelle AN 21) pour une superficie de 5 060 m², prévoyant une programmation minimum de 61 logements dont 40 % de logements locatifs sociaux (LLS) et 10 % relevant de l'accèsion sociale à la propriété, au bénéfice de Toulouse Métropole.
- ERL N°2 (sur la parcelle AN9) pour une superficie de 9 820 m², pour une programmation minimum de 125 logements dont 40 % de LLS et 10 % en accèsion sociale.
- ERL n°3 (sur les parcelles AN 13p, AN14p, AN17, AN18, AN19) pour une superficie de 11 390m², programmation minimum de 141 logements dont 40 % de LLS et 10 % en accèsion sociale.

II) Avis de la Mission Régionale de l'Autorité environnementale

Le 18 octobre 2022, la Mission Régionale de l'Autorité environnementale (MRAe) a rendu un premier avis soumettant à évaluation environnementale la procédure, considérant que le dossier ne comportait pas suffisamment d'éléments d'analyse concernant les nuisances sonores et l'exposition des futurs habitants aux polluants atmosphériques liés à la circulation routière existante et future. Les éléments de la notice justifiant des mesures tendant à « éviter, réduire ou compenser », prévoyant un recul de 15 mètres par rapport à la M16 ont été jugées insuffisantes.

Dans le délai de recours gracieux, Toulouse Métropole a transmis des éléments complémentaires permettant de mieux justifier la prise en compte des risques et des nuisances au travers des dispositions réglementaires existantes d'une part et d'autre part en apportant des compléments sur le contexte moindre d'exposition aux nuisances sur le secteur au regard d'études et de projets récents.

Le deuxième avis de la MRAe, émis en date du 19 janvier 2023, considère, au regard de l'ensemble de ces éléments, que le projet n'est pas susceptible d'entraîner des impacts notables sur l'environnement. La MRAe a donc dispensé d'évaluation environnementale le dossier de 6ème modification du PLU de Toulouse Métropole, commune de Quint-Fonsegrives.

III) Avis des Personnes Publiques Associées et Consultées et prise en compte

Dans le cadre de la procédure, le dossier de modification a été notifié aux personnes publiques associées et consultées, en date du 13 juillet 2022, conformément au code de l'urbanisme.

Cinq réponses ont été reçues :

La Direction Départementale des Territoires de la Haute-Garonne (DDT31), par courrier en date du 5 septembre 2022, a formulé plusieurs observations :

- Elle souligne l'importance de poursuivre les réflexions sur le devenir de ce quartier en proposant une orientation d'aménagement et de programmation afin de définir des prescriptions permettant d'encadrer une opération d'ensemble qualitative.

- L'aménagement de ce quartier nécessitera également de requalifier le chemin de Ribaute jusqu'à la route RM826, dont l'état actuel est peu favorable aux mobilités actives.

En réponse à la DDT : *Toulouse Métropole indique que le secteur du Chemin de Ribaute présente des caractéristiques propices à l'accueil de population, notamment en termes de cohérence urbanisme - transport en commun. La requalification du Chemin de Ribaute est programmée en 2024 pour l'aménagement de cheminements modes actifs, piétons et cycles. Des commerces et des équipements sont en outre présents à proximité. Les modifications réglementaires introduites par la création de la zone UAc définissent un potentiel constructible et ménagent des formes urbaines qui prennent en compte la trame parcellaire et la frontalité avec le Chemin de Ribaute. L'élaboration en cours du PLUi-H pourra être l'occasion de réexaminer ou de préciser le traitement de ce secteur, notamment par la production d'une OAP si le zonage UAc devait être étendu à d'autres parcelles.*

La Chambre des Métiers et de l'Artisanat (CMA), par courrier en date du 6 septembre 2022, a formulé une observation :

Il est regrettable que le foncier envisagé pour renforcer l'accueil de population concerne un secteur initialement destiné à « favoriser l'implantation d'activités économiques en lien avec les filières artisanales et de santé ». Cela prive l'artisanat de potentielles installations dans un secteur bien desservi, à l'heure de la raréfaction du foncier économique.

En réponse à la CMA : *Toulouse Métropole indique que la situation de la commune au regard de ses obligations de production de logements locatifs sociaux à court terme et le contexte de la récente annulation du PLUi-H ainsi que la loi Climat et Résilience, obligent Quint-Fonsegrives à ajuster ses orientations de développement et à faire porter ses efforts de production de logements sur les fonciers disponibles en zone urbanisée et bien desservie. La future zone UAc ne comporte plus de distinction de constructibilité en faveur des constructions à vocation économique. Pour autant, ces dernières ne sont pas interdites mais l'objectif de la modification est bien de conforter l'accueil d'habitat et notamment de logements locatifs sociaux sur ce secteur.*

Le Conseil Départemental de la Haute-Garonne (CD31), par courrier en date du 12 septembre 2022, n'a fait aucune observation particulière sur le dossier.

La Chambre d'Agriculture de la Haute-Garonne, par courrier du 3 octobre 2022, a émis un avis favorable.

La Ville de Balma, par courrier du 8 novembre 2022, a formulé une observation pour demander à maintenir le caractère naturel et agricole des espaces de sa commune et prévoir une véritable mise à distance, en réalisant une zone tampon d'au moins 20 mètres.

En réponse à la Ville de Balma : *La Métropole reconnaît la nécessité d'un espace de transition significatif entre habitat et activités agricoles pour assurer une meilleure intégration paysagère et limiter les nuisances des usages respectifs. Il est proposé de modifier les prospectus prévus dans le projet de modification soumis à enquête publique. Ainsi, lorsque les limites séparatives correspondent aux limites communales, les constructions devront prévoir un recul minimum de 9 m. Au vu de la configuration parcellaire, un recul supérieur obérerait tout projet de développement.*

IV) Déroulement de l'enquête publique

Le projet de modification n°6 du PLU a fait l'objet d'une enquête publique du 6 mars 2023 au 6 avril 2023 inclus, prescrite par arrêté en date du 13 février 2023. Le tribunal administratif a désigné Monsieur Claude AVARO, en date du 21 septembre 2022, en qualité de commissaire-enquêteur.

L'information au public a été assurée :

- par voie de presse dans la Dépêche du Midi, le 13 février 2023 et 6 mars 2023 et dans le Petit Journal de la Haute-Garonne, le 16 février 2023 et 9 mars 2023 ;

- par affichage au siège de Toulouse Métropole, en mairie de Quint-Fonsegrives et à différents emplacements sur le territoire de la Commune ;

- par la mise en ligne sur le site internet de Toulouse Métropole et de la Mairie de Quint-Fonsegrives.

Le dossier du projet de 6ème modification et l'exposé de ses motifs ont été mis à disposition du public au siège de Toulouse Métropole et en mairie de Quint-Fonsegrives accompagnés de registres papiers permettant au public de formuler ses observations.

Le dossier était également disponible sur le site internet de Toulouse Métropole. Le public a pu envoyer ses observations par voie postale au commissaire-enquêteur, par courriel ou sur un registre dématérialisé sécurisé et accessible via le site internet de Toulouse Métropole.

Observations du public :

Pendant l'enquête publique, une observation a été déposée sur le registre papier déposé en Commune. Aucune contribution n'a été déposée sur les autres supports ni reçue par courrier postal ou électronique.

L'observation déposée en commune comporte plusieurs demandes sur lesquelles la collectivité s'est exprimée dans sa réponse au procès-verbal de synthèse du commissaire-enquêteur. Ainsi, il n'a pas été jugé pertinent :

- de modifier le préambule du règlement de la zone UAc pour ajouter l'hébergement des personnes âgées aux formes d'habitat prévues dans la zone. En effet, cette partie du règlement écrit n'est pas opposable au droit des sols. De plus, la notion d'habitat s'entend au sens commun du terme dans ce paragraphe et non en application des destinations du Code de l'urbanisme.

- d'introduire une différenciation des règles de stationnement du PLU pour les constructions à destination de logement et d'hébergement pour le secteur UAc, étant donné que le PLU de la commune de Quint-Fonsegrives est antérieur à la réforme du Code de l'Urbanisme qui prévoit ses sous-destinations. Néanmoins certaines règles relatives au stationnement restent applicables nonobstant les dispositions du PLU (L.151-34 et 35 du Code de l'Urbanisme).

- de modifier le règlement de la zone UAc pour substituer la notion de « lotissement » à celle « d'opération d'ensemble ». Bien que cette notion ne soit plus à jour dans l'écriture du PLU, cette modification ne peut intervenir dans la seule zone UAc sans risquer de porter atteinte à la cohérence interne du règlement écrit. L'élaboration en cours du PLUi-H remplacera et modernisera le contenu du PLU actuel à horizon 2025.

En revanche, Toulouse Métropole souhaite clarifier une disposition du règlement écrit suite à la remarque de M. NADALIN. En effet, la formulation proposée pour délimiter la bande de constructibilité principale laisse penser que le coefficient d'emprise au sol ne s'applique pas aux surfaces concernées par le retrait de 15 m prévu à l'article 6 du règlement de la zone UAc. Or, le calcul de l'emprise au sol s'applique bien à l'ensemble de la surface de la parcelle comprise depuis la limite d'emprise du domaine public et jusqu'à 45 m de profondeur.

Ainsi, il est proposé de modifier la rédaction de l'article 9 du règlement écrit du PLU en indiquant que la bande de constructibilité principale est comptée à partir de la limite d'emprise du domaine public.

A l'issue de l'enquête publique, le commissaire-enquêteur, dans ses conclusions reçues le 2 mai 2023, a émis **un avis favorable** assorti de **0 réserve** et **0 recommandation** au projet de 6ème modification du PLU de Toulouse Métropole, commune de Quint-Fonsegrives.

V) Des mises à jour des annexes doivent également être prises en compte

Plusieurs actes/périmètres adoptés par Toulouse Métropole et l'État nécessitent de mettre à jour les annexes du Plan Local d'Urbanisme de Toulouse Métropole, commune de Quint-Fonsegrives.

6a – Liste des Servitudes d'Utilité Publique**Sont supprimées :**

- La servitude (PT1) de protection des centres de réception radioélectriques contre les perturbations électromagnétiques ;

- La servitude (PT2) - LH Ramonville Verfeil Passif EDF : Servitude relative aux transmissions radioélectriques concernant la protection contre les obstacles des centres d'émission et de réception exploités par l'État, instituée au bénéfice de l'opérateur France Télécom devenue Orange .

Considérant que le site Géoportail de l'urbanisme (geoportail-urbanisme.gouv.fr) regroupe déjà les documents d'annexes mis à jour, un renvoi vers ce site internet est conseillé pour les demandes des informations s'y référant.

6-b-4 Notice déchets urbains**Est ajouté :**

- le Règlement du Service Public de Gestion des Déchets, mis à jour par délibération en date du 16 décembre 2021 ;

6-f Voies bruyantes**Est modifié :**

- le nouvel arrêté préfectoral en date du 4 décembre 2020 portant classement sonore des infrastructures de transport terrestre de Haute-Garonne remplace l'arrêté préfectoral du 23 décembre 2014 abrogé.

En application de l'article L153-43 du code de l'urbanisme, il est proposé au Conseil de la Métropole d'approuver le projet de 6ème modification du PLU de Toulouse Métropole, Commune de Quint-Fonsegrives joint à la présente délibération comprenant la mise à jour des annexes modifié comme suit pour tenir compte des avis des personnes publiques associées et des observations du public :

Modification des articles UA7 pour tenir compte des observations de la ville de Balma et UA9 pour tenir compte des observations déposées pendant l'enquête publique .

Décision

Le Conseil de la Métropole,

Vu le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L.153-36 à 44, L.151-43, L.153-60, R.104-33 à 37 et R153-8 à R153-10, R.151-51 à R.151-53 et R.153-18 ;

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) de la Grande Agglomération Toulousaine révisé le 27 avril 2017 et mis en compatibilité le 28 juillet 2021,

Vu le Plan de Déplacements Urbains (PDU) approuvé le 17 octobre 2012 suite à l'annulation du PDU approuvé le 7 février 2018,

Vu le Plan Climat Air Énergie Territorial de Toulouse Métropole approuvé par délibérations du 28 juin 2018 et du 27 juin 2019,

Considérant le Pacte métropolitain de l'Habitat adopté le 14 octobre 2021 par le Conseil de la Métropole,

Vu le Plan Local d'Urbanisme (PLU) de Toulouse Métropole, Commune de Quint-Fonsegrives, approuvé par délibération du Conseil Municipal en date du 22 octobre 2007, modifié par délibération du Conseil de la Métropole du 9 juillet 2009, révisé de manière simplifiée par délibération par 29 septembre 2011, modifié par délibération du Conseil de la Métropole du 30 septembre 2010, du 19 décembre 2013, du 29 septembre 2015 et du 6 octobre 2016 ; modifiée de manière simplifiée le 20 octobre 2022 ;

Vu l'arrêté du Président de Toulouse Métropole du 20 juin 2022 prenant l'initiative de la mise en œuvre de la modification du P.L.U. de Toulouse métropole, Commune de Quint-Fonsegrives,

Vu l'arrêté du Président de Toulouse Métropole en date du 13 février 2023 prescrivant l'ouverture de l'enquête publique du PLU de Toulouse Métropole, Commune de Quint-Fonsegrives,

Vu le rapport du commissaire enquêteur qui a émis un avis favorable,

Vu l'avis du Conseil Municipal de la Commune de Quint-Fonsegrives en date du 21 septembre 2023,

Vu l'arrêté préfectoral en date du 4 décembre 2020 portant classement sonore des infrastructures de transport terrestre de Haute-Garonne et abrogeant l'arrêté préfectoral du 23 décembre 2014 ;

Vu l'arrêté du 1er mars 2021 portant abrogation des décrets instituant des servitudes radioélectriques de protection contre les perturbations électromagnétiques et des servitudes radioélectriques de protection contre les obstacles instituées au profit de France Télécom devenue Orange ;

Vu l'arrêté du 18 mars 2021 portant abrogation des décrets fixant des servitudes radioélectriques de protection contre les perturbations électromagnétiques et des servitudes radioélectriques de protection contre les obstacles instituées au profit de TéléDiffusion de France devenue TDF ;

Vu la délibération n° DEL-21-1047 en date du 16 décembre 2021 portant Collecte des déchets : mise à jour du Règlement du Service Public de Gestion des Déchets adopté par délibération du 28 juin 2018 ;

Vu les documents annexés ;

Vu le dossier de modification tel qu'annexé à la présente délibération ;

Vu l'avis favorable de la Commission Urbanisme et Projets urbains du lundi 25 septembre 2023,

Entendu l'exposé de Monsieur le Président, après en avoir délibéré,

Décide :

Article 1

D'approuver la 6ème modification du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de Toulouse Métropole, commune de Quint-Fonsegrives, composée des pièces mises à enquête publique, ouverte du 6 mars 2023 au 06 avril 2023, modifiées après enquête publique, et intégrant également la mise à jour des annexes conformément au dossier joint à la présente délibération.

Article 2

De procéder, en application des articles R 153-20 à R153-22 du Code de l'Urbanisme, à l'affichage de la délibération au siège de Toulouse Métropole et en Commune de Quint-Fonsegrives pendant une durée d'un mois, à la mention de son affichage dans un journal diffusé dans le département ainsi qu'à sa publication sur le portail national de l'urbanisme mentionné à l'article L133-1 du Code de l'Urbanisme.

Article 3

De tenir à la disposition du public la présente délibération, le dossier de PLU modifié ainsi que le rapport du commissaire enquêteur au siège du Toulouse Métropole situé 6, Place René Leduc – BP 35821 – 31505 Toulouse Cedex 5, Service Planification urbaine, 4ème étage, de 9h00 à 12h30 et de 13h30 à 17h. Ces documents étant également consultables en Préfecture de Haute-Garonne.

Le dossier de PLU modifié ainsi que le rapport du commissaire enquêteur seront consultables sur le site internet de Toulouse Métropole.

Article 4

De préciser que la présente délibération sera exécutoire, en vertu de l'article L153-23 du code de l'urbanisme après sa transmission au Préfet et la publication du dossier de plan local d'urbanisme modifié et la délibération qui l'approuve sur le portail national de l'urbanisme.

Article 5

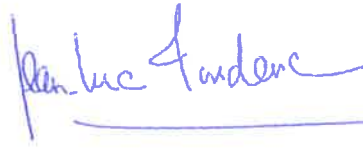

D'autoriser Monsieur le Président de Toulouse Métropole à signer tous les actes afférents.

Résultat du vote :

Pour	124
Contre	0
Abstentions	0
Non participation au vote	0

Publié le : **18 OCT. 2023**
Reçu à la Préfecture le **18 OCT. 2023**

Ainsi fait et délibéré les jour, mois et an que dessus,
Au registre sont les signatures,
Pour extrait conforme,
Le Président,

Jean-Luc MOUDENC